



uOttawa

**L'analyse des acteurs sociaux lors de la crise sociale aux  
Antilles françaises :**  
Le cas du Collectif du 5 février, février-mars 2009

Stéphanie O'BRIEN

Mémoire soumis à la  
Faculté des études supérieures et postdoctorales  
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise ès arts en  
mondialisation et développement international

École de développement international et mondialisation  
Faculté des sciences sociales  
Université d'Ottawa

© Stéphanie O'Brien, Ottawa, Canada, 2014

## REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible sans la contribution de plusieurs personnes. Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche professeur HuHua Cao. Ce furent ses conseils et ses encouragements qui m'ont permis d'approfondir ma recherche et de surmonter les nombreux défis qui se sont présentés. Il m'a toujours poussée à me dépasser et pour cela, je ne peux qu'être reconnaissante. J'aimerais également remercier mon lecteur Stephen Baranyi pour ses commentaires. Je tiens à souligner la précieuse contribution de Kevin Dépault et de Jean-François Parent. Merci pour votre support et pour vos conseils.

Je souhaite également remercier tous les membres de l'Université des Antilles et de la Guyane qui m'ont aidée dans ma recherche sur le terrain dont le professeur Olivier Dehoorne. Je tiens à souligner l'apport de Pierre Odin pour son partage de connaissances et de contacts.

Finalement, j'aimerais remercier mes parents Catherine et Stephen, mon frère Marc et mes amies Marie-Pierre Poirier, Stéphanie Clarke et Ariane Martin pour leur support dans les deux dernières années. Merci pour votre écoute et pour vos conseils.

## RÉSUMÉ

En 2009, les Antilles françaises ont été le théâtre d'un conflit social majeur. Débutant en Guyane, la crise c'est rapidement propagée à la Guadeloupe et à la Martinique. La grève, d'une ampleur historique, bouleversa la Martinique pendant trente-huit jours (du 5 février au 14 mars 2009) et a été dominée par un acteur social majeur - le Collectif du 5 février (K5F). Ce regroupement de syndicats et d'associations diverses fut une expérience sans précédent pour la société martiniquaise. Encore aujourd'hui, les acquis de cette crise sont remis en question, ainsi que les moyens qui furent utilisés par le Collectif pour arriver à ses fins. Cette recherche a pour but d'expliquer quel fut le répertoire d'action collectif utilisé par le Collectif du 5 février lors de la crise sociale qui bouleversa la Martinique en 2009. Les conclusions de l'étude sont mitigées. Bien qu'ayant utilisé une variété de stratégies, plusieurs obstacles ont limité le succès du Collectif. Une profonde réflexion s'imposera sur les moyens d'action et sur l'avenir du K5F.

## **ABSTRACT**

In 2009, the French West Indies were the theater of a major social conflict. Starting in French Guyana, the crisis rapidly spread to Guadeloupe and to Martinique. The strike, of historically-unprecedented length, paralysed Martinique for thirty-eight days (from the 5<sup>th</sup> of February until the 14<sup>th</sup> of March 2009). These events were fueled by one major actor – the Collectif du 5 février<sup>1</sup> (K5F) which for the first time in the islands history brought together unions and civil society associations. Yet, the benefits of this conflict are questioned as are the means used to obtain them. The objective of this research is to explain what repertoire of contention was used by the Collectif du 5 février during the 2009 social conflict. The study's conclusions are mixed. While having used a wide variety of strategies, many obstacles limited the success of the Collectif. Hence, the Collectif will have to reflect on its strategies and on its ultimate purpose.

---

<sup>1</sup> Translation: Collective of the fifth of February

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE ET QUESTION DE RECHERCHE . 5</b>	<b>5</b>
<b>1.1 Le Contexte martiniquais .....</b>	<b>5</b>
1.1.1 <i>La départementalisation: entre espoir et réalité .....</i>	5
1.1.2 <i>L'échec de la modernité .....</i>	6
1.1.3 <i>L'histoire sans fin – le néocolonialisme .....</i>	7
<b>1.2 Théorie de la dépendance et critique postcoloniale .....</b>	<b>9</b>
1.2.1 <i>Théorie de la dépendance .....</i>	9
1.2.2 <i>Critique postcoloniale .....</i>	10
1.2.3 <i>Caribbean Dependency Thought (CDT) .....</i>	12
1.2.4 <i>Maelstrom identitaire .....</i>	13
<b>1.3 Les mouvements sociaux dans le cœur des Antilles françaises .....</b>	<b>14</b>
1.3.1 <i>Portait des mouvements sociaux .....</i>	14
1.3.2 <i>Le répertoire d'action collectif.....</i>	16
1.3.3 <i>Revendications, développement durable (DD) et justice sociale .....</i>	18
<b>1.4 Question de recherche .....</b>	<b>19</b>
<b>CHAPITRE II – CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>21</b>
<b>2.1 Cadre conceptuel .....</b>	<b>21</b>
<b>2.2 Méthodologie.....</b>	<b>24</b>
2.2.1 <i>Conception pertinente de la recherche .....</i>	24
2.2.2 <i>Analyse journalistique.....</i>	25
<b>CHAPITRE III– ANALYSE.....</b>	<b>27</b>
<b>3.1 Le Collectif du 5 février et la crise aux Antilles françaises de 2009 .....</b>	<b>27</b>
3.1.1 <i>Mise en contexte de la crise des Antilles française de 2009.....</i>	27
3.1.2 <i>Le Collectif du 5 février: organisation et composition.....</i>	29
3.1.3 <i>Le Collectif du 5 février: plateforme de revendication .....</i>	32
<b>3.2 Caractéristiques du Collectif du 5 février .....</b>	<b>34</b>
<b>3.3 Mise en perspective des stratégies historique du Collectif du 5 février .....</b>	<b>37</b>
<b>3.4 Les stratégies de mobilisation du Collectif du 5 février .....</b>	<b>39</b>
<b>3.5 Synthèse des stratégies de mobilisation .....</b>	<b>43</b>
3.5.1 <i>Pouvoir et exclusion .....</i>	44
3.5.2 <i>Diversité et limitations .....</i>	46
<b>3.6 Perceptions du public .....</b>	<b>47</b>
<b>CHAPITRE IV – DISCUSSION.....</b>	<b>51</b>
<b>4.1 Vers un futur plus efficace .....</b>	<b>51</b>
4.1.1 <i>Entre leçons régionales et locales.....</i>	51
4.1.2 <i>L'Internet et la cybermobilisation.....</i>	53
<b>4.2 Les acquis de la crise – sé pou la viktwa nou ka alé.....</b>	<b>55</b>
<b>4.3 Le K5F aujourd'hui.....</b>	<b>59</b>
<b>4.4 Le Collectif du 5 février et le répertoire d'action collectif de troisième génération .....</b>	<b>60</b>
<b>4.5 Réflexion théorique.....</b>	<b>64</b>

4.5.1 <i>La théorie de la dépendance</i> .....	64
4.5.2 <i>La théorie postcoloniale</i> .....	66
<b>CONCLUSION</b> .....	69
<b>RÉFÉRENCES</b> .....	71
<b>ANNEXE I</b> .....	82
<b>ANNEXE II</b> .....	83
<b>ANNEXE III</b> .....	84
<b>ANNEXE IV</b> .....	91

## SIGLES ET ACRONYMES

AMPI	L'Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie
ARH	Agence régional de l'hospitalisation Martinique
AS.SAU.PA.MAR	Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais
CACEM	Communauté d'agglomération du centre de la Martinique
CADTM	Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde
CAF	Caisses d'allocations familiales
CAPEB	Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
CARICOM	Communauté caribéenne
CDMT	Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs
CDT	Caribbean dependency thought (CDT)
CFDT	La Confédération française démocratique du travail
CFE-CGC	Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres
CFTC	Le Syndicat Travail-Emploi-Formation Martinique
CG	Conseil général
CGPME	Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises
CGTM	La confédération générale du travail de la Martinique

CGTM-FSM	La confédération générale du travail de la Martinique affiliée à la fédération syndicale mondiale
CSTM	Centrale syndicale des travailleurs martiniquais
CR	Conseil Régional
CRS	Compagnies républicaines de sécurité
CODEMA-MODEF	Comité de défense des métiers agricoles et le mouvement des exploitants familiaux
DD	Développement durable
DOM	Département d'outre-mer
DSDS	Direction de la santé et du développement régional
EDF	Électricité de France
EGOM	États généraux de l'outre-mer
EPIC	Établissement public à caractère industriel et commercial
FDF	Fort-de-France
FDSEA	Fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles
FO	Forces ouvrières
FSU	Fédération syndicale unitaire de Martinique
INSEE	L'Institut national de la statistique et des études économiques
K5F	Kolectif du 5 février
LKP	Liyannaj Kont Pwofitasyon
LODEOM	Projet de loi de développement

	économique des outre-mer
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
MIM	Mouvement indépendantiste Martiniquais
MODEMAS	Le mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine
MS	Mouvements sociaux
N/D	Non-disponible
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
NPA	Nouveau parti anticapitaliste
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de communication
ONG	Organisation non gouvernementale
OSTM	Organisation des transporteurs martiniquais
PALIMA	Parti pour la libération de la Martinique
PCF	Parti communiste français
PCM	Parti communiste martiniquais
PME	Petites et moyennes entreprises
PRIX BCBa	Prix qui a été baissé vers le bas
PPM	Parti Progressiste Martiniquais
RFO	Société de Radiodiffusion et de télévision Française pour l'Outre-mer
RMI	Revenu minimal d'insertion
RSA	Revenu de solidarité active
RSTA	Revenu supplémentaire temporaire d'activité

SARA	Société anonyme de raffinerie des Antilles (Total, Rubis, Exxon, Texaco, Wipco)
SEBTPAM	Syndicat des Entrepreneurs de bâtiment et des travaux publics <i>de la</i> Martinique
SÉCU	Sécurité sociale
SMBEF	Syndicat Martiniquais des Banques. & Établissements Financiers
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SNUIPP	Fédération Syndicale Unitaire de Martinique Section SNUipp-FSU de la Martinique
SUD-PTT	Solidaires, unitaires et démocratiques : postes et télécommunications
TPE	Très petite entreprise
UFM	Union des femmes de la Martinique
UGTG	Union générale des travailleurs de la Guadeloupe
UGTM	Union générale des travailleurs De Martinique
UNSA	l'Union nationale des syndicats autonomes
UPEM	Union des parents d'élèves de Martinique
URSIEA	Union régionale des structures d'insertion par l'activité économique
USET	Union syndicale des entrepreneurs de transport
TOM	Territoire d'outre-mer
ZFA	Zone franche d'activité

ZILEA

Le club des professionnels du séjour en  
Martinique

## LISTE DES FIGURES

<b>FIGURE 1:</b> CARTE DES ANTILLES .....	XV
<b>FIGURE 2:</b> CARTE DE LA MARTINIQUE.....	XVI
<b>FIGURE 3:</b> SCHÉMA CONCEPTUEL .....	23
<b>FIGURE 4:</b> CARTE DE LA MOBILISATION DES COMMUNES DE LA MARTINIQUE EN 2009 .....	37

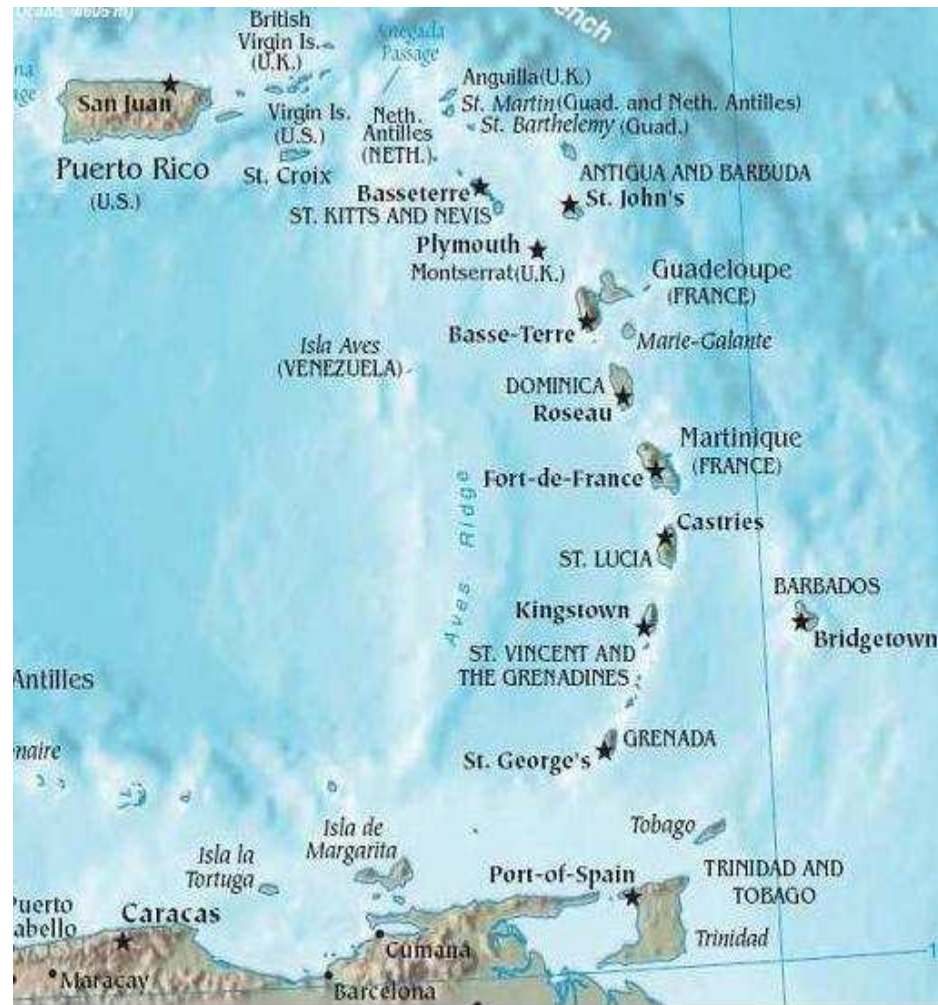
## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>TABLEAU 1: DÉCLIN DE LA MOBILISATION.....</b>	<b>42</b>
<b>TABLEAU 2: PRÉSENCE/ABSENCE DE MOBILISATION DANS LES COMMUNES MARTINIQUAISES LORS DE LA CRISE DE 2009* .....</b>	<b>83</b>
<b>TABLEAU 3: RÉPERTOIRE D'ACTION COLLECTIF DU COLLECTIF DU 5 FÉVRIER.....</b>	<b>84</b>
<b>TABLEAU 4: CHRONOLOGIE DE LA GRÈVE EN MARTINIQUE (2009).....</b>	<b>91</b>

## **LISTE DES PHOTOS**

<b>PHOTO 1:</b> LOGO DU COLLECTIF DU 5 FÉVRIER .....	28
<b>PHOTO 2:</b> MOBILISATION À FORT-DE-FRANCE DURANT LA CRISE DE 2009	30
<b>PHOTO 3:</b> MOBILISATION DE L'UNION DES FEMMES DE LA MARTINIQUE (2009).....	32
<b>PHOTO 4:</b> MANIFESTATION À FORT-DE-FRANCE.....	39

Figure 1: Carte des Antilles



Source: B3A, s.d.

Figure 2: Carte de la Martinique



Source: Richard, 2013

## INTRODUCTION<sup>2</sup>

Surendettement, chômage, exclusion sociale et endettement telle est la réalité de milliers de Martiniquais aujourd'hui. Les jeunes, les femmes et les personnes âgées sont victimes du ralentissement économique de l'île qui cause la fermeture de commerces et les jeunes à s'expatrier vers la métropole pour trouver un travail. Cette situation dramatique est pourtant structurelle et dure depuis plusieurs décennies. De plus en plus, les Martiniquais blâment la crise sociale qui a affecté ce département français d'outre-mer (DOM) en 2009 pour l'amplification de ces maux et d'avoir plongé la société dans davantage de désespoir.

En décembre 2008, un mouvement soutenu par les Verts-Guyane<sup>3</sup> contre la hausse des prix du carburant, s'est rapidement propagé aux autres départements français d'outre-mer situés dans les Antilles françaises<sup>4</sup>. Le 20 janvier 2009, sous la bannière du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP)<sup>5</sup> et de leur charismatique chef Elie Domota, le mouvement s'étendit et se durcit en Guadeloupe où plusieurs nuits d'émeutes embrasèrent la capitale Pointe-à-Pitre. Ce ne fut que le 5 février que la Martinique embarqua dans le mouvement, d'où le nom du collectif local – le Collectif du 5 février (K5F<sup>6</sup>).

---

<sup>2</sup> Il est important de noter l'utilisation du créole martiniquais et guadeloupéen à travers le texte,. Ceci a pour but de faire vivre au lecteur une partie de la culture locale et de signifier l'importance de l'utilisation de cette langue lors du conflit de 2009. Une traduction en français est toujours fournie en bas de page.

<sup>3</sup> Les Verts-Guyane sont membre de Guyane écologie, qui est un parti politique local (Guyane écologie, s.d.).

<sup>4</sup> Les départements français d'outre-mer dans les Antilles françaises comprennent la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe.

<sup>5</sup> Traduction du créole : Collectif contre l'exploitation outrancière.

<sup>6</sup> K5F signifie Kolektif du 5 février (Kolektif étant écrit en créole).

La situation sociale et économique de la Martinique (peu de production locale, hausse de l'inflation, etc.) favorisa l'écllosion de ce conflit qui bouleversa l'île pendant trente-huit jours<sup>7</sup>. Cette grève, historique, fut complexe et dominée par un acteur social majeur - le Collectif du 5 février. Ce regroupement de syndicats et d'associations diverses, inspiré par le LKP en Guadeloupe, fut une expérience sans précédent pour la société martiniquaise. Encore aujourd'hui, les acquis de cette crise sont remis en question, ainsi que les moyens qui furent utilisés par le K5F pour arriver à ses fins. De fait, ce mémoire a pour but d'expliquer quel fut le répertoire d'action collectif utilisé par le Collectif du 5 février lors de la crise sociale qui bouleversa la Martinique en 2009.

Lors de la crise sociale de 2009, la majorité des écrits et analyses ont porté sur le mouvement social qui a soutenu la grève en Guadeloupe, le LKP. Peu d'entre elles se sont concentrées sur le Collectif du 5 février en Martinique. Au cours des dernières années, de plus en plus, des chercheurs s'intéressent aux revendications et aux acquis du conflit en Martinique. L'objectif de cette recherche est donc de combler une partie de cette omission en se concentrant sur l'aspect des stratégies de mobilisation à travers la compréhension plus large du répertoire d'action collectif utilisé par le K5F.

Le premier chapitre de ce mémoire présentera le contexte martiniquais dans le but de décrire clairement le contexte local, mais aussi de souligner le statut particulier de l'île qui est un département et une région d'outre-mer française (DROM). Par la suite, un aperçu des théories utilisées dans cette recherche sera fait. Il est important de souligner

---

<sup>7</sup> Le conflit en Martinique dura du 5 février au 14 mars 2009.

que ces théories seront utilisées de façon générale. C'est-à-dire que les théories de la dépendance et la théorie postcoloniale serviront de cadre global pour comprendre la société martiniquaise. En plus de ces théories, pour bien saisir le Collectif du 5 février en tant que mouvement social, il faut pouvoir utiliser les concepts de base de la théorie des mouvements sociaux. Ceci permettra de mieux mettre en contexte les événements de 2009, ainsi que le Collectif en tant que tel. Pour terminer ce chapitre, la question de recherche sera présentée.

La deuxième section comprend une description du cadre conceptuel, ainsi qu'un bref aperçu de la méthodologie qui a été utilisée. De fait, les liens existants entre les théories de la dépendance et postcoloniale et des événements de 2009 seront exposés. Le concept de répertoire d'action collectif sera également présenté en lien avec le Collectif de 5 février de manière à comprendre les facteurs les plus influents.

La troisième section portera sur l'analyse des résultats de recherche. Il s'agira de comprendre le Collectif en tant que mouvement social, ses stratégies de mobilisation et leurs impacts, ainsi que les changements potentiels à effectuer afin d'améliorer l'efficacité de ces stratégies. Le quatrième chapitre offre une discussion du futur du Collectif du 5 février, des acquis de la crise, ainsi qu'un élargissement du concept du répertoire d'action collectif.

Pour terminer, la conclusion résumera les principaux résultats de cette recherche. Elle examinera également le répertoire d'action collectif utilisé par le K5F. Par la suite,

une courte discussion traitera des contributions scientifiques de la recherche et des possibles pistes de recherches qui seraient utiles à de futurs chercheurs.

# CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE ET QUESTION DE RECHERCHE

## 1.1 Le Contexte martiniquais

### *1.1.1 La départementalisation: entre espoir et réalité*

Ancienne colonie esclavagiste, la Martinique est aujourd'hui un département et une région d'outre-mer français (DROM ou DOM-ROM), ainsi qu'une région ultrapériphérique de l'Union européenne, située dans la mer des Caraïbes. Peuplée de 403,795 habitants, l'île est le plus petit DROM de la France (Info Antilles, 2011). La capitale Fort-de-France concentre une forte partie de la population (90,948 habitants en 2011) due à son importance politique, administrative et commerciale (Fort-de-France, 2013).

La départementalisation, votée le 19 mars 1946 à Paris, devait apporter à la Martinique liberté, égalité et fraternité, ainsi que toutes les vertus de l'assimilation. Les peuples antillais des anciennes colonies voyaient dans ce rattachement à l'Hexagone l'obtention non seulement d'une égalité raciale et judiciaire, mais aussi d'une égalité sociale. Malheureusement, ces progrès furent lents à se réaliser et le désenchantement fut rapide, tel qu'il est possible de constater à travers l'analyse d'Henri Deschamps (1981):

Mesure "progressiste" réclamée par l'extrême gauche triomphante [...], la loi du 19 mars 1946 [...] devait être aussi, pour ses promoteurs, le début d'une révolution aboutissant à faire du Noir antillais l'égal sur le plan économique et social du Blanc métropolitain. Or, aujourd'hui, près de vingt ans après, les éléments progressistes d'hier sont violemment hostiles à l'assimilation tandis que les conservateurs, jadis opposés à celle-ci la défendent avec une fermeté et une sorte d'idolâtrie (p.10)

En effet, depuis la départementalisation, l'économie de la Martinique souffre de graves et récurrentes crises économiques, politiques et sociales. Depuis les années 1950,

d'importantes grèves paralysent régulièrement l'île, les Martiniquais réclamant davantage d'égalité de traitement dans la fonction publique, la fin de la discrimination et de la dépendance néocoloniale, ainsi que davantage de justice sociale et raciale (Dumont, 2010a). Face aux problèmes de production et aux importants taux de chômage (24,9 %<sup>8</sup>), l'État français a mis en place des politiques publiques impliquant d'importants transferts sociaux. Malheureusement, le mal développement de l'île n'a fait que rendre des pans entiers de la population dépendant de ceux-ci.

L'échec de la départementalisation, cumulé à une urbanisation effrénée, à des relations raciales tendues et à une pauvreté rampante, a servi de catalyseur lors de plusieurs conflits sociaux (ex : crise 1959). Encore aujourd'hui, cette faillite de l'État est un thème récurrent lors des luttes sociales des mouvements de l'île (Palima, 2009a). En bref, cet échec a laissé la population antillaise indignée par les promesses non tenues de l'État français surtout en ce qui trait à l'égalité, et ce, nonobstant l'importante hausse de la qualité de vie et l'atteinte *officielle* de l'égalité institutionnelle et sociale (en 1996) (Anglo, 2010; Dumont, 2010b)

### 1.1.2 L'échec de la modernité

Après le déclin des industries du sucre et du rhum, aujourd'hui c'est la production du secteur de la banane qui est en péril (Archimède, 2006; Temple et collab., 2008). Suite à la désintégration du secteur primaire, avec les insuccès de la diversification et avec plus

---

<sup>8</sup> Ce taux double chez les jeunes. En 2006, «48% des jeunes de moins de 30 ans étaient au chômage [et] 65% des jeunes sans diplôme se retrouvaient sans emploi» (Palima, 2009a).

de 40% de la population de plus de quinze ans sans diplôme d'éducation primaire, il est très difficile de former une main-d'œuvre compétitive sur le plan international (INSEE, 2010). Ceci explique, en partie, l'important taux de chômage qui sévit en Martinique depuis la départementalisation (État du Monde, 2011). De fait, le secteur des services (fonction publique et tourisme) représente présentement les quatre cinquièmes des emplois sur l'île (Dehoorne et Cao, 2005; INSEE, 2010)<sup>9</sup>. Cette dépendance au secteur tertiaire et l'abandon des secteurs agricoles et traditionnels freinerait le réel développement de l'île et alimenterait une pauvreté intégrée persistante (Daniel, 2009a). Cette pauvreté serait exacerbée par l'incapacité de l'île de diversifier son économie et d'être autosuffisante. Cette crise de la production, juxtaposée à un contexte de mondialisation et d'hyperconsommation, crée de nombreux problèmes sociaux liés à la modernité. Ces problèmes sont maintenus et exacerbés par un néocolonialisme persistant et une situation de dépendance économique structurelle.

### *1.1.3 L'histoire sans fin – le néocolonialisme*

Malgré que formellement un département à part entière, plusieurs auteurs dénoncent le néocolonialisme économique dont est victime la Martinique (Burton, 1992; Dumont, 2010a). Cette situation de dépendance serait alimentée par les puissantes élites (békés<sup>10</sup>) insulaires et métropolitaines qui contrôleraient l'État français et l'économie de l'île. Ces élites représenteraient environ 1% de la population de l'île, mais domineraient l'économie en établissant des monopoles et des oligopoles dans les domaines de l'import-

---

<sup>9</sup> La fonction publique (État, territoire, collectivité et hôpitaux) emploie près de 40.000 salariés, soit un salarié sur trois (Armor, 2013).

<sup>10</sup> Békés = descendants de colons esclavagistes français qui sont, pour la plupart, encore aujourd'hui les élites économiques de l'île.

export, la grande distribution (40% des grandes surfaces), et posséderaient la grande majorité des terres de l'île (50% des terres agricoles) (Koffi, 2011; Tibus, 2009a). Cette économie de comptoir postcoloniale empêcherait l'île de devenir autosuffisante ou même productive, maintiendrait en place l'hypertrophie du secteur public et la surrémunération des fonctionnaires, et ce, dans le but de stimuler la consommation des produits dans les marchés dont les élites ont le contrôle et qui leur rapportent d'importants revenus (Durpaire et collab, 2009; McElroy and Albuquerque, 1995). Par exemple, en Martinique 60% des produits consommés sont importés de la France et 10% de l'Union européenne (Anglo, 2010). De plus, «80% des fruits consommés en Martinique sont importés» (EGOM, 2009a). Ceci ne fait qu'alimenter la dépendance de l'île envers ses partenaires commerciaux, ce qui explique, en partie, l'importante inflation (Daniel, 1993; Desse, 2010).

De nombreux problèmes découlent du non-respect du cadre législatif français et de la situation d'éloignement et d'insularité de la Martinique tels que les bas salaires<sup>11</sup>, les prix des produits de première nécessité<sup>12</sup>, le manque de transparence dans la formation des prix et le non-respect des lois du travail et de la concurrence (marché captif) (EGOM, 2009a). Cette situation crée de nombreux problèmes qui se traduisent notamment par la persistance d'importants conflits sociaux et par une quête identitaire inachevée (Anglo, 2010) qui est exacerbée par l'absence de représentation (politique, économique, médias) et de reconnaissance des Antillais en métropole (Milla-Marie-Luce,

---

<sup>11</sup> Selon l'intersyndicale, il existe une différence de pouvoir d'achat de 354 euros entre un salarié en Martinique (qui touche le SMIC) un salarié en France.

<sup>12</sup> Il existe un écart situé entre 17% (non alimentaire) et 35% (viande fraîche) entre le panier de produits de première nécessité en France et de celui en Martinique (Everard, 2013).

2009). C'est dans cette optique que J. Daniel (2009b) dénonce les manquements des politiques d'assimilation, les défaillances en termes d'autonomie politique et le besoin urgent d'un modèle de développement plus respectueux des spécificités locales. En bref, la Martinique évolue depuis plus de cinquante dans une départementalisation inachevée, qui permet aux élites de pratiquer un néocolonialisme avare. Ceci impacte négativement la société et influence la façon qu'ont les Antillais de percevoir leur réalité (Grosfoguel, 2007). Dans cette optique, les théories de la dépendance et postcoloniale peuvent servir de cadre d'analyse pour mieux comprendre la société martiniquaise, les événements de 2009 et le Collectif du 5 février.

## **1.2 Théorie de la dépendance et critique postcoloniale**

### *1.2.1 Théorie de la dépendance*

Développée dans les années 1960-70 en Amérique latine, d'inspiration marxiste, la théorie de la dépendance offre une critique de la modernité et tente d'expliquer à travers les rapports économiques du système capitaliste les relations inégalitaires entre le centre (métropole moderne) et ses périphéries (sous-développées et traditionnelle) (Ghosh, 2001; Go, 2013; McLennan, 2013; Palma, 1981). Pour Bernard Bret, la théorie de la dépendance et son modèle «centre-périphérie [sont] l'interprétation la plus achevée des inégalités territoriales» (2009, p.20). Cette différenciation spatiale est une inégalité en soi puisque le centre capte, produit et diffuse la richesse au détriment de la périphérie et de ses besoins, ce qui alimente une situation de dépendance et de subordination (Tansey et Hyman 1994). Le rôle des élites, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la périphérie, est important pour comprendre la perpétuation des relations de dépendance (Bresser-Pereira, 2009). La situation de dépendance entre le centre et la périphérie n'est donc

possible que si ces élites y trouvent un intérêt (Bret, 2009). Pour Andre Gunder Frank, les élites, malgré elles, accentueraient et aggraveraient la situation de dépendance des périphéries face à la métropole, c'est pourquoi la seule solution pour sortir du capitalisme serait le socialisme (Kapoor, 2002). De fait, le socialisme permettrait de briser les relations de dépendance puisque le marché peut être vu comme l'expression d'une forme de domination de par les relations inégalitaires qui subsistent entre les États-nations (Cardoso, 1971). Cette accapuration des ressources et de la production par les élites alimenterait également une situation inégalitaire en ce qui trait à la redistribution du revenu dans les périphéries, ce qui augmenterait les inégalités et favoriserait la polarisation sociale (Amin, 1989). Pour Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, la situation de dépendance de la périphérie mènerait à deux situations soit une situation d'enclave (domination de la périphérie par des acteurs étrangers) et soit une situation où un État national fort permettrait un certain développement local (Kapoor, 2002). Plusieurs auteurs contestent certains éléments de cette théorie notamment les défenseurs de la théorie postcoloniale.

### *1.2.2 Critique postcoloniale*

La théorie postcoloniale ou les *postcolonial studies* ont émergé dans les années 1980 suite aux importantes vagues de décolonisation à travers le monde et aussi comme critique face aux contradictions et insuffisances de la théorie de la dépendance. Le post-colonialisme dénonce la conception de la modernité, ainsi que l'universalisme de l'Orientalisme et de l'Eurocentrisme qui poussent les peuples anciennement colonisés à avoir une vision négative d'eux-mêmes. C'est-à-dire que ceux-ci se croient inférieurs que

les habitants des métropoles (McLennan, 2013). Ce courant de pensée met également l'emphase sur l'importance pour les peuples du Sud, qui ont atteint l'indépendance politique et économique, de décoloniser leur vision du monde (rupture épistémique) (Go, 2013). Plus spécifiquement, «la mémoire et l'imaginaire colonial perpétuent l'idée de la supériorité raciale et culturelle, du droit d'ingérence, de la normalisation, du moralisme, de la séparation et de l'autoritarisme qui sont présentées comme nécessaire à la sécurité» (Massiah, 2011, p.253). De fait, pour atteindre une véritable décolonisation, il faudrait effectuer une rupture épistémique radicale où l'eurocentrisme et l'occidentalisme ne seront plus vus comme des systèmes de pensée universellement dominants (Grosfoguel, 2010). Outre cela, les théoriciens postcoloniaux affirment que la dépendance peut prendre plusieurs formes (culturelle, sociale, économique...). Plus spécifiquement, puisque privées de ressources économiques et juridiques, les périphéries (pays du Sud) n'auraient pas d'autre choix que de rester en situation de dépendance vis-à-vis un centre omnipotent (pays du Nord) (Daniel, 1993; Tansey et Hyman 1994). Également, le post-colonialisme tente de dénoncer la racialisation des relations humaines (Daniel, 2009b; Magubane, 2013) et cherche à redonner le pouvoir (*empowerment*) aux peuples qui ont été soumis aux influences coloniales (Go, 2013).

Contrairement aux théoriciens de la dépendance, le post-colonialisme met moins l'accent sur le déterminisme des relations économiques, mais plutôt se concentre sur la culture et les représentations. Pour Manfred Bienefeld (1981), deux problèmes majeurs peuvent être ressortis de la théorie de la dépendance soit l'interdisciplinarité de la théorie, qui invite à une simplification abusive (tout est réduit aux rapports d'exploitation

économique) et la propension des auteurs à tirer des conclusions hâtives. Puisant des théories de la dépendance et des théories postcoloniales, le *Caribbean Dependency Thought* permet de comprendre le développement de ces façons de penser dans la région caribéenne.

### 1.2.3 *Caribbean Dependency Thought (CDT)*

Bien qu'il existe une littérature florissante sur l'Amérique latine et la théorie de la dépendance, une minime partie de celle-ci s'attarde sur la région caribéenne. Ce n'est que dans les années 1960-70, dans les caraïbes anglophones, que s'est développée la pensée antillaise de la dépendance (*Caribbean Dependency Thought*). Le but de cette idéologie est d'étendre la décolonisation politique à une pleine décolonisation économique, sociale, culturelle et intellectuelle (Girvan, 2006). La pensée antillaise de la dépendance, qui peut se subdiviser en quatre courants principaux<sup>13</sup>, est basée sur la théorie de l'économie et de la société de plantation et s'est largement inspirée de courants marxistes (Green, 2001). Ce courant de pensée cherche à dénoncer les relations inégales entre la métropole et ces anciennes colonies et la situation de dépendance qui en résulte (Girvan, 2006). Dû à de nombreuses difficultés, l'évolution du CDT a ralenti après les années 1980. Aujourd'hui, l'on assiste à un renouveau de ce désir des populations des Caraïbes de lutter contre l'Eurocentrisme avec l'émergence de plusieurs formes de résistance alternatives, de résilience, d'innovation et d'autosubsistance (Taylor, 2012). Bien que développé sous

---

<sup>13</sup>Les quatre courants principaux sont: (1) le groupe du nouveau monde, (2) les formulations structuralistes de la dépendance économique, (3) les approches historiques et institutionnelles de l'approche de la dépendance et (4) la dépendance comme une formation socio-économique du capitalisme périphérique (Girvan, 2006).

différentes formes dans les Antilles françaises, les grands principes du *Caribbean Dependency Thought* se retrouvent dans la négritude césairienne et dans le concept de créolité.

#### *1.2.4 Maelstrom identitaire*

Développé en 1930, la négritude césairienne est un courant de pensée antillais créé par Aimé Césaire, influent penseur et politicien martiniquais. La négritude de Césaire, seule vraie rupture radicale avec l'idéologie occidentale dominante, met de l'avant l'importance des origines africaines des Martiniquais. Cette idéologie se veut revendicatrice, contestataire, anticapitaliste et anticoloniale (Théodore, 2002), elle est également profondément démocratique et veut redonner aux peuples leurs particularismes locaux que l'universalisme français préfère occulter (Grosfoguel, 2010). Depuis, la négritude antillaise a évolué dans l'idéologie de la créolité, et ce, dans le but d'inclure davantage la diversité culturelle régionale. La créolité est un mouvement né dans les années 1980 et influencé par de nombreux auteurs et penseurs martiniquais<sup>14</sup> (Proteau, 2001). Pour Martin Munro et A. James Arnold (2006), la valeur de cette idéologie est qu'elle est axée sur les spécificités caribéennes et sur la célébration de l'identité métisse/multiculturelle. L'accent est davantage mis sur l'importance de la culture antillaise et de la langue créole, plutôt que sur la notion de race (négritude), ce qui joue un rôle important dans la construction identitaire plurielle (Constant, 2005). Au final, le but de la créolité est la construction de relations à droits égaux où les particularités locales sont prises en compte et respectées (Rumpf, 2004). Pour Jean-Marie Théodore,

---

<sup>14</sup> Les pères fondateurs de la créolité sont : Patrick Chamoiseau, Raphael Confiant et Édouard Glissant.

fervent critique de la créolité, ce courant de pensée est trop consensuel, n'apporte aucune réelle rupture avec la négritude et n'a aucune force revendicatrice ou contestataire; plus spécifiquement, «l'expression du métissage sur le plan culturel tendrait, elle, à annihiler la radicalité de la revendication culturelle qui a été à la base des mouvements de décolonisation» (2002, p.178). À cette critique, Justin Daniel (1993) ajoute que si l'idéologie de créolité ne parvient pas à produire des valeurs alternatives, il sera alors impossible de sortir de la situation actuelle de dépendance actuelle que vit la Martinique.

Ces différents courants de pensée antillais influencent profondément la construction identitaire martiniquaise, qui peut donc être décrite comme un processus complexe et en continuelle évolution. Le mal-être martiniquais, qui découle des inégalités persistantes et des revendications récurrentes, a alimenté plusieurs crises sociales et politiques dont celle propulsée par le Collectif du 5 février de février à mars 2009. Pour comprendre le K5F et la crise de 2009, il faut avant toute chose, comprendre les mouvements sociaux et leurs concepts clés.

### **1.3 Les mouvements sociaux dans le cœur des Antilles françaises**

#### *1.3.1 Portait des mouvements sociaux*

Bien qu'étant présentement un objet de discussion et de débat à la mode, le concept des mouvements sociaux (MS) est vieux de plusieurs siècles<sup>15</sup>. Un mouvement social peut être défini comme «un ensemble d'opinions ou de croyances communes à une population qui exprime des préférences pour le changement de certains éléments de la

---

<sup>15</sup> Il est impossible de mettre une date exacte, mais le professeur Nelson Pierrotti date la première grève à 166 av. J.-C. (Pierrotti, 2009).

structure sociale et/ou de la distribution des récompenses dans la société (Mathieu, 2012, p.15». Ce n'est que depuis les années 1960, que les sociologues distinguent entre les mouvements sociaux (MS) et les "nouveaux" mouvements sociaux (NMS) (Polère, 2007). Les mouvements sociaux (des travailleurs, antiesclavagistes, des femmes suffragettes, etc.) (MS) se seraient développés à travers des luttes sociales du 19<sup>ème</sup> siècle, alors que les "nouveaux" mouvements sociaux auraient hérité des récentes luttes du 20<sup>ème</sup> siècle (Chesters et Welsh, 2011). Les revendications des NMS portent davantage sur les droits des femmes et des minorités, sur l'écologie et sur les autonomies régionales» (Sanchez, 2005).

Polère (2007) voit dans l'hétérogénéité des NMS plusieurs forces (forte capacité de mobilisation, d'agrégation), mais aussi une source de faiblesse (difficulté à dégager une stratégie commune, faible cohésion idéologique, unité acquise seulement par l'action). Bien que leurs valeurs et leurs stratégies de mobilisation soient différentes, le but de ces différents mouvements est ultimement le même soit d'apporter un changement social significatif et durable (Goodwin et Jasper, 2007). C'est dans cette optique que Polère (2007) rappelle que de plus en plus les MS et les NMS unissent leurs forces dans leur lutte contre la mondialisation économique. Pour atteindre leurs objectifs, les mouvements sociaux ont besoin d'avoir un environnement facilitant (opportunités politiques) et de ressources (internes ou externes) (Hrabanski, 2008; Tarrow, 1997).

À cela, Stuart Lowe (1986), professeur à l'université de York, rajoute l'importance de la géographie des mouvements, de leur urbanité. Bien que le concept de

mouvement social urbain soit apparu dans les années 1970, il est encore perçu comme un concept «fourre-tout» et il est très difficile, encore aujourd’hui, de définir un mouvement social comme étant urbain (Bourgeois et Dedieu, 2009). Pour remédier à cela, Castels propose la définition suivante:

une conscience collective de l’action née des problèmes urbains, capable de produire des changements qualitatifs dans le système urbain, dans la culture locale, et dans les institutions politiques, en opposition avec les intérêts sociaux dominants institutionnalisés (1983, p. 278)

Castels (1983) souligne également l’importante diversité des revendications des mouvements urbains, diversité qui rejoint les valeurs des NMS (écologie, féminisme, etc). À cela, Lowe (1986) rajoute que les mouvements urbains ont la capacité de créer de nouveaux lieux de confrontation dans le cadre de la lutte anticapitaliste et peuvent produire de nouvelles formes de confrontation. Ces nouvelles formes de confrontation s’ajoutent à celles qu’utilisent traditionnellement les mouvements sociaux et constitue leur répertoire d’action collectif.

### *1.3.2 Le répertoire d’action collectif*

Le concept de répertoire d’action collectif a été créé dans les années 1980 par Charles Tilly et sert à désigner l’ensemble des moyens qu’a un groupe pour faire des revendications à des individus ou à d’autres groupes (Tilly, 1986). Plus spécifiquement:

The word repertoire identifies a limited set of routines that are learned, shared and acted out through a relatively deliberate process of choice. Repertoires are learned cultural creations, but they do not descend from abstract philosophy or take shape as a result of political propaganda; they emerge from struggle. [...] At any particular point in history, however, they learn only a rather small number of alternative ways to act collectively (Crossley, 2002, p.48).

Herbelot rajoute à cela que, «les moyens d’action contenus dans un répertoire d’action (par exemple, la pétition) constituent un «répertoire de standards» que les

acteurs mobilisés utilisent avec des variations» (2012, p.1). Comme l'indique Crossley (2002), le répertoire d'action collectif est une construction sociale qui change très peu à travers le temps, car il dépend non seulement de ce que les gens font lorsqu'ils revendiquent (actions, stratégies), de ce qu'ils savent faire, mais aussi des exigences sociales à respecter (Tilly, 1978). De fait, rares sont les ruptures radicales ou les innovations faites au répertoire (Tarrow, 1993; Tilly, 1995). Tilly dans une entrevue de 2005 résume bien tous ces éléments en affirmant que

malgré la spontanéité qu'on associe parfois à l'idée de foule, les gens tendent à agir dans le cadre limité de ce qu'ils connaissent, à innover sur la base des formes existantes, et à ignorer toute une partie des possibilités qui leur sont en principe ouvertes. » [...] On n'invente pas un répertoire, on l'interprète (Vacarme, 2005, p.1)

Il faut une situation exceptionnelle pour qu'un mouvement social déclenche l'essai, puis l'adoption de nouvelles formes d'action qui soient socialement acceptables (McAdam et collab., 2001). Plus spécifiquement, «even when they do generate new forms of protest these forms will often fail. If, however, they are successful and other actors perceive them to be so and appropriate them, they will enter and modify the repertoire» (Crossley, 2002, p.50). Ces nouvelles formes de confrontation peuvent être concrètes ou virtuelles (blogues, médias sociaux, cyberattaques...) (Rolfe, 2005). Bien que chaque groupe a son propre répertoire d'actions et de stratégies pour faire entendre leurs revendications, différents groupes, dans des situations similaires, vont utiliser les mêmes tactiques d'action (*sit-in*, pétitions...), ils vont donc puiser dans le répertoire d'action collectif (Tarrow, 1993). Pour nourrir le répertoire collectif, il est essentiel que les mouvements sociaux diffusent leur savoir-faire aux autres groupes (ex: cyberdiffusion, médias...) (Rolfe. 2005). Tarrow (1998) met de l'avance l'importance d'un chef ou d'une figure de proue pour soutenir la légitimité des groupes et pour faciliter

la diffusion de leurs actions. De fait, il dénonce les problèmes de *leadership*, de cohésion interne et d'organisation auxquels font souvent face les NMS.

En bref, l'importance du répertoire est de permettre la compréhension du développement des tactiques des mouvements sociaux (Rolfe, 2005). C'est dans cette optique que sera développé un répertoire d'action collectif du Collectif du 5 février lors de la crise sociale qui bouleversa la Martinique durant 38 jours de février à mars 2009. En plus de comprendre les actions des NMS, il est également important de s'attarder sur leurs revendications et les possibles liens à faire avec les concepts de justice sociale et le développement durable.

### *1.3.3 Revendications, développement durable (DD) et justice sociale*

L'objectif premier des mouvements sociaux est de changer l'ordre social existant. Les nouveaux mouvements sociaux ont délaissé les revendications des luttes syndicales du 19<sup>ème</sup> siècle et se concentrent sur des objets de contention contemporains (ex : changement climatique, lutte anticapitaliste, etc...). Leurs demandes incluent de plus en plus des notions de justice sociale et de développement durable. La théorie de la justice sociale ou de la justice comme équité développée par Rawls dans les années 1970 postule que tous les Hommes doivent vivre dans une société équitable où l'on permet l'égalité des chances et des libertés (Métayer, 2002). C'est-à-dire que la justice sociale représente des idéaux à atteindre pour tous au sein de nos sociétés afin de rendre celle-ci plus juste et équitable. Ces idéaux servent souvent de base pour les NMS (ex : les mouvements de lutte contre la discrimination et pour les droits des minorités). Ces valeurs portées par les

tenants de la théorie de la justice sociale, s'articulent avec celles défendues par le développement durable (Dufour, 2011) qui, surtout à travers son volet social, postule qu'il faut «un mode de développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs». (Quenault, 2004). Cette définition replace l'homme dans son environnement et le force à repenser ses rapports avec celui-ci (Bamogo et Vaillancourt, 2006). C'est-à-dire qu'à travers ses trois piliers le DD lutte pour remettre l'homme au cœur du développement, promouvoir une société juste où tous peuvent réaliser leur plein potentiel à travers le combat contre les inégalités sociales. Le concept de développement durable social et la théorie de la justice sociale sont pertinents dans le cas de la Martinique puisque de nombreux phénomènes d'exclusion persistent et affectent surtout les jeunes (EGOM, 2009a). Ces phénomènes sont dénoncés depuis des années par les mouvements sociaux locaux et, plus récemment, par le Collectif du 5 février.

#### **1.4 Question de recherche**

Bien que plusieurs textes aient traité des actions du mouvement social du LKP en Guadeloupe lors de la crise de 2009 très peu tentent de comprendre les actions du Collectif du 5 février en Martinique. À travers l'analyse de la crise sociale qui a touché la Martinique de février à mars 2009, cette recherche tentera de répondre à la question de recherche suivante:

*Quel répertoire d'action collectif fut utilisé par le Collectif du 5 février en Martinique lors de la crise sociale de 2009?*

- a) Comment caractériser le Collectif du 5 février?
- b) Quelles stratégies de mobilisation furent utilisées par le Collectif lors de la crise de 2009?
- c) Qu'est-ce que le Collectif pourrait améliorer pour être plus efficace lors d'une prochaine crise?

## CHAPITRE II – CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE

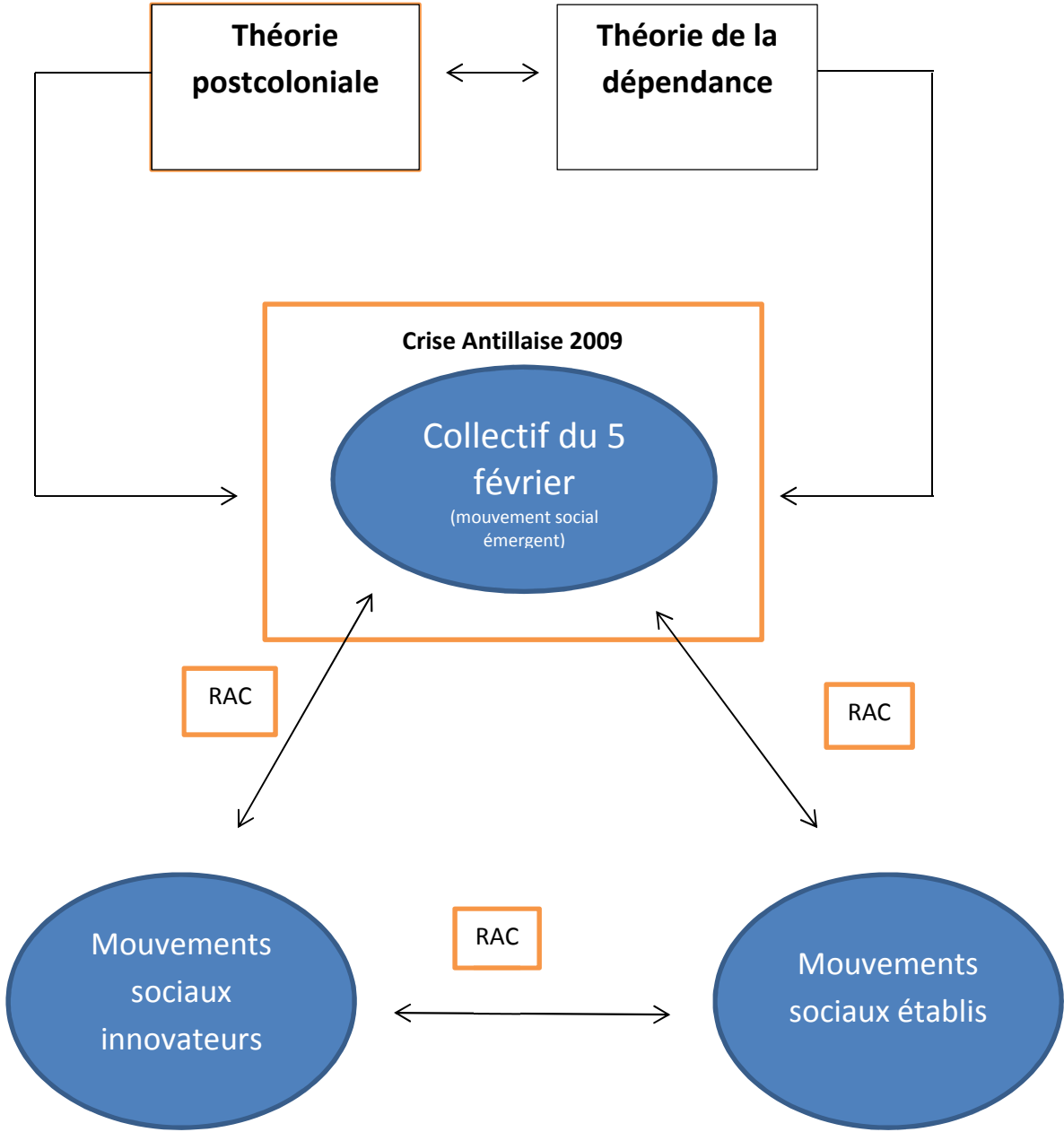
### 2.1 Cadre conceptuel

La figure 3 ci-dessous est issue de la revue de littérature développée dans les pages précédentes. Ce cadre conceptuel se base sur les théories de la dépendance et du post-colonialisme pour analyser les événements survenus la crise sociale en Martinique en 2009 et, plus spécifiquement, le cas du Collectif du 5 février. En bref, ces théories postulent que malgré la décolonisation formellement obtenue en 1946 dans les Antilles françaises et l'acquisition du statut de département, une forme de néocolonialisme persiste dans les relations entre la métropole et sa périphérie. Ceci aurait une influence majeure sur l'économie, la politique et les aspects sociaux, ce qui aurait conduit, en partie, à la crise de 2009. Cette situation de dépendance envers la France influencerait également les stratégies de mobilisation des mouvements sociaux lors de situations de crise.

À travers cette étude de cas, les stratégies de mobilisation du Collectif du 5 février, dans le contexte de la crise de 2009, seront analysées et répertoriées. Le schéma du répertoire d'action collectif utilisé dans ce travail est une version modifiée du modèle proposé par Brett Rolfe (2005) pour la construction de répertoires d'action collectif électronique. Ce schéma veut faire comprendre aux lecteurs que le répertoire d'action collectif est un concept dynamique que les mouvements sociaux partagent entre eux; il évolue dans le temps et dans l'espace. Tilly affirme que les mouvements sociaux se partagent les répertoires à travers trois canaux soit la «diffusion, [l']imitation [et le]

courtage» (Vacaeme, 2005, p.1). Dans ce cas, le Collectif du 5 février, qui est un mouvement émergent, construit son répertoire d'action en fonction de sa géographie et de son époque, mais, aussi, en se nourrissant de répertoires existants. Ces répertoires peuvent être produits par des mouvements sociaux établis (ex : mouvement des sans terres au Brésil) et/ou par des mouvements sociaux innovateurs (ex : Act Up Paris). Les stratégies utilisées par ces mouvements peuvent être en ligne (virtuelles) comme elles peuvent être concrètes (manifestations, sits-in...). Dans cette étude, le Collectif du 5 février a été influencé par le LKP en Guadeloupe (mouvement social innovateur) et par les expériences de mobilisation de ses membres (mouvements établis).

Figure 3: Schéma conceptuel



**Légende:**  
RAC = Répertoire d'action collectif

## **2.2 Méthodologie**

### *2.2.1 Conception pertinente de la recherche*

Ce mémoire a été rédigé sous la supervision du professeur Huhua Cao du département de géographie. Il fut effectué avec la collaboration d'Olivier Dehoorne, professeur à l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG) dans le cadre du projet de coopération international Canada-Europe sur les villes durables lors de l'été 2013 (mai-août) à l'Université des Antilles et de la Guyane à Schoelcher (UAG) en Martinique. Le but de ce stage de recherche fut d'effectuer une analyse qualitative de documents qui sont très peu accessibles en dehors de l'île. Les sites clés consultés furent les archives départementales, la maison des syndicats, la bibliothèque de l'UAG et la bibliothèque Schoelcher à Fort-de-France.

La méthodologie utilisée est qualitative. Pour ce faire, une analyse de contenu qualitative de documents secondaires, une analyse des événements et une étude de cas qualitative ont été effectuées (Pluye et collab., 2012). Ainsi, en se basant sur les cinq phases de la crise (initialisation, installation, négociation, confirmation et de consolidation) telles que décrites par Thierry L'Étang et collab. (2010), sera construit un répertoire des actions du Collectif (répertoire d'action collectif) grâce à la triangulation de documents publics, d'articles du journal local (Journal France-Antilles Martinique), de journaux métropolitains (Le Monde, Le Point...) et d'articles scientifiques. Cette triangulation des données a comme objectif d'éviter les biais potentiels en présentant plusieurs points de vue différents et offre une analyse distanciée des événements (L'Étang et collab., 2010).

Le répertoire construit servira à «provid[e] a framework for examining the development tactics within social movements» (Rolfe, 2005, p.2). C'est-à-dire qu'il va faciliter la compréhension du choix des stratégies utilisées par le K5F lors de la crise de 2009. En bref, cette recherche se veut descriptive, mais aussi exploratoire. L'analyse de la crise et des actions du mouvement social martiniquais se fera à travers du cadre théorique de la théorie de la dépendance et du post-colonialisme. Les théories des mouvements sociaux et des nouveaux mouvements sociaux serviront également comme point de repère afin de mieux comprendre le fonctionnement et les actions du Collectif.

### *2.2.2 Analyse journalistique*

Afin d'analyser les stratégies de mobilisation utilisées par le Collectif du 5 février plusieurs sources documentaires furent utilisées. Pour ce qui est des journaux locaux, France-Antilles Martinique fut la principale source journalistique. Au niveau national, trois journaux métropolitains (Le Figaro, Le Monde et Libération) ont été utilisés, puisqu'ils ont chacun couvert la crise. De plus, ces trois journaux furent les seuls disponibles aux archives du Conseil Général de l'île.

Cette analyse a fait ressortir que les journaux métropolitains ont été très lents à couvrir la crise aux Antilles, le premier article datant du 10 février (Libération). Également, les articles publiés sont très courts, font rarement de mise en contexte et sont très centrés sur les rôles et les réponses de l'État dans la crise. Sur 22 articles métropolitains analysés, seulement huit portaient spécifiquement sur la Martinique, alors que 14 articles du journal Le Monde portaient sur "l'outre-mer". Ceci découle du fait que

beaucoup plus d'attention fut portée sur les événements en Guadeloupe qu'en Martinique. C'est également très contrastant avec le seul journal local France-Antilles Martinique qui, malgré qu'une partie de ses employés étaient en grève, a réussi à couvrir extensivement les événements tout au long du mouvement de février-mars 2009.

## **CHAPITRE III– ANALYSE**

### **3.1 Le Collectif du 5 février et la crise aux Antilles françaises de 2009**

#### *3.1.1 Mise en contexte de la crise des Antilles française de 2009*

L'année 2009 a été marquée par la plus importante crise sociale qu'à jamais vécu la Martinique, bien que l'île ait, historiquement, souvent été le théâtre d'importants affrontements sociaux (Constant, 2010). Cumulée à la crise économique mondiale, les événements de 2009 mobilisèrent un nombre historique de citoyens soit entre 20-40,000 personnes (près du quart de la population) (Anglo, 2010). Ayant débuté en Guyane en 2008 (contre la hausse du prix de l'essence), puis en janvier 2009 en Guadeloupe avec le LKP (Lyannaj Kont pwofitasyon), ce n'est que le 5 février que la crise affecta la Martinique sous l'égide du Collectif du 5 février. À l'appel d'une intersyndicale<sup>16</sup> mise sur pied en 2007, une journée de grève reconductible fut organisée le 5 février 2009. Près du quart de la population descendit dans les rues de Fort-de-France pour manifester contre la vie chère et pour l'emploi (Anglo, 2010). Le lendemain, devant l'ampleur du mouvement, l'intersyndicale appela les organisations de la société civile à se rejoindre à elle et forma le Collectif du 5 février. Ce collectif, contre la vie chère et pour l'emploi, était composé d'une quarantaine d'organisations, d'associations et de syndicats, inspiré par le LKP en Guadeloupe, fut le principal moteur de la grève et une expérience sans précédent pour la société martiniquaise. Ce mouvement organisa plusieurs journées de mobilisation, déclencha la grève générale et fut l'acteur social présent à la table des négociations avec le patronat et l'État. Michel Monrose le porte-parole du Collectif a

---

<sup>16</sup> Composition de l'intersyndicale qui a lancé l'appel à la grève du 5 février : CDMT, CFDT, CFTC, CGTM, CGTM-FSM, CSTM, UGTM, UNSA, CFE-CGC, FSU, SMBEF et SUD-PTT (Antilla, 2009).

déclaré qu'au début: «[...] on [l'intersyndicale] ne savait pas si la population nous suivrait aussi longuement. Nous sommes en train de constater que c'est le cas, les Martiniquais se rendent compte que les revendications les concernent tous. Nous avons conscience d'avoir sur nos épaules une lourde responsabilité» (Antilla, 2009, p.3). Après plusieurs semaines de grève, le gouvernement français commença à redouter une contagion à l'Hexagone et aux autres DROM et Territoires d'outre-mer (TOM) (L'Express, 2009; Gurrey, 2009). Ces craintes s'avèrent vraies, la grève débutant le 4 mars 2009 à La Réunion.

**Photo 1: Logo du Collectif du 5 février**

Encore aujourd'hui, les effets de la crise se font sentir sur l'île. Plusieurs blâment le ralentissement économique, la fermeture de commerces, ainsi que la hausse des prix de l'alimentation et de l'essence aux actions du Collectif lors de la crise. Les résultats des événements de 2009 semblent sombres et ceci malgré les promesses des



Source: socio13.wordpress.com

négociations et les nombreuses mesures mises en place par l'État français après la crise (ex : nouvelle politique de l'Outre-mer de Sarkozy, États généraux, la loi pour le développement économique de l'Outre-Mer, etc..) (Constant, 2010; Desse, 2010). En bref, il est essentiel de comprendre la création de ce regroupement et les défis auxquels il

a dû faire face afin de pouvoir analyser les diverses actions qui furent utilisées par le K5F pour arriver à ses fins.

### *3.1.2 Le Collectif du 5 février: organisation et composition*

L'intersyndicale mise sur pied en 2007 réunissait, en son sein, les principaux syndicats de l'île et se donna comme mission de sensibiliser la population martiniquaise, malgré une faible participation, aux questions de la vie chère, de la reconnaissance du fait syndical martiniquais et des bas salaires (Palima, 2009a). Cette intersyndicale présenta une plateforme de revendications syndicales pour l'emploi et contre la vie chère en douze points le 5 février. Inspiré par les succès du mouvement du LKP en Guadeloupe, c'est à son appel que, le 6 février 2009, en unissant une partie des acteurs non syndicaux de l'île que le Collectif du 5 février<sup>17</sup> fut mis sur pied (P.C., 2009). Puisque créé au début du mouvement de grève, le Collectif du 5 février ne bénéficia pas d'autant d'organisation et de préparation que le LKP, qui s'organisait de son côté depuis près de cinq ans grâce à des actions communes, des débats et à la rédaction d'une plateforme de revendication (Révolution socialiste, 2009b). Dès le départ, le Collectif se composa de divers syndicats, mais aussi des représentants de la société civile tels que l'Union des Femmes de la Martinique (UFM) et l'Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais (AS.SAU.PA. MAR). Le travail de collaboration entre les acteurs fut très difficile tout au long de la grève, autant entre les syndicats et les organisations de la société civile, qu'entre syndicats tout simplement. Le syndicat CDMT souligna que pour que le Collectif fonctionne au quotidien, les syndicats durent lutter contre leurs «réflexes

---

<sup>17</sup> Les syndicats membres du Collectif du 5 février : CDMT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGTM, CGTM-FM, CSTM, FO, SMBEF, SNUIPP, SUD-PTT, UGTM, UNSA (CGTM, 2009).

sectaires antiunitaires» (Révolution socialiste, 2009d, p.2). Outre cela, il est important de rappeler que malgré ce travail d'unité certaines organisations furent exclues de participer au K5F (ex : partis politiques), alors que d'autres choisirent de se distancier (ex: élus) ou éventuellement de quitter le Collectif par manque de représentativité (ex: Union syndicale des taxis collectifs).

**Photo 2: Mobilisation à Fort-de-France durant la crise de 2009**



Source: [www.3000bekes.blogspot.com](http://www.3000bekes.blogspot.com)

Cette situation est due au fait que le collectif fonctionnait de façon pyramidale. Au sommet de la pyramide se trouvait le porte-parole du collectif<sup>18</sup> Michel Monrose, un enseignant à la retraite et secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa). Ensuite, l'on retrouvait l'organe décisionnel du K5F soit les douze syndicats

membres de l'intersyndicale lors de la grève du 5 février. Ce furent les secrétaires généraux de ces organisations (ex : Philippe Pierre-Charles de la CDMT et Ghislaine Joachim Arnaud de la CGTM) qui prirent les décisions, participaient aux négociations et élaboraient la plateforme de revendications. Pour la CDMT, les organisations syndicales étaient la «colonne vertébrale» du Collectif (Révolution socialiste, 2009c, p.7). Cette domination des syndicats est également visible à travers la narration médiatique qui, la

---

<sup>18</sup> Le porte-parole de l'intersyndicale est un des secrétaires généraux des syndicats membres. Un changement de porte-parole était effectué chaque six mois. M. Monrose assurait la présidence depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2008 (Antilla, 2009).

plupart du temps, lie le Collectif, l'intersyndicale et les syndicats. Un article du journal Monde démontre ceci parfaitement en décrivant le Collectif comme: «Le «Collectif du 5 février», [...] regroupe les syndicats engagés dans le mouvement (Hopquin, 2009)». Un autre article du Monde décrit le Collectif comme une intersyndicale «maîtresse du jeu» (Louis, 2009a). Ces articles ne font aucunement mention des associations de la société civile. Ceci est dû au fait qu'elles étaient à la base de la pyramide décisionnelle du Collectif. Celles-ci pouvaient porter des thèmes et idées à l'attention des syndicats, mais ils n'avaient pas de vote officiel, aucune place déterminée à la table des négociations ou de possibilité de se faire entendre par les autres membres. Ceci peut être vérifié par le fait qu'au bas de chaque accord, on y retrouve la signature du porte-parole du Collectif M. Monrose, ainsi que celle de tous les syndicats composant celui-ci, mais on n'y retrouve pas la signature des autres membres de la société civile. La CDMT, syndicat membre du Collectif, reconnaît la difficulté qu'a eue le K5F à intégrer les organisations non syndicales:

Le collectif martiniquais doit encore renforcer sa cohésion. La participation de représentants de travailleurs indépendants, d'artisans, de très petites entreprises (T.P.E) est un défi totalement nouveau pour certaines organisations syndicales même si d'autres fonctionnent déjà avec en leur sein avec certaines de ces structures (Révolution Socialiste, 2009b)

Ceci diffère très largement du fonctionnement du LKP au sein duquel, lors des votes, un membre égalait une voix et tous ceux qui voulaient participer étaient accueillis. Ce déficit démocratique affecta entre autres les capacités de leadership du porte-parole du collectif martiniquais. Les dissensions internes et la personnalité modérée de M. Monrose ont fortement réduit la visibilité du K5F en comparaison au LKP et de son chef Elie Domota, qui put jouir d'un succès médiatique frappant. Malgré ces défis propres à son

organisation interne, le collectif Martiniquais fut le moteur social de la crise et, pour se faire, utilisa diverses stratégies (répertoire d'action collectif) pour arriver à ses fins.

### 3.1.3 Le Collectif du 5 février: plateforme de revendication

Tout au long de la grève, le Collectif du 5 février élaborait une plateforme de revendications qu'elle négocia à la préfecture de Fort-de-France avec les représentants des organisations patronales et institutionnelles. Sur la période du conflit, la plateforme

#### **Photo 3: Mobilisation de l'Union des femmes de la Martinique (2009)**



Source: Union des femmes de la Martinique

martiniquaise évolua de 12 à 323 revendications<sup>19</sup>. Celles-ci étaient basées sur

la dégradation des conditions de vie, une augmentation de la pauvreté, une hausse des prix des aliments et du carburant (baisse pouvoir d'achat), ainsi qu'une précarisation des emplois (Durpaire, 2009; Tinaugus, 2009). Elles portaient sur des thèmes aussi variés que les bas salaires, la vie chère, les minimas sociaux, les

retraites, une diminution des prix des services et la baisse des prix des produits de première nécessité (Tibus, 2009b). C'est-à-dire que les revendications passèrent de demandes purement syndicales à l'inclusion de certaines revendications de la société

<sup>19</sup> La liste des revendications aborda dix thèmes : (1) le niveau et les conditions de vie, (2) la formation professionnelle, (3) l'emploi, (4) le droit et les libertés syndicales, (5) la production agricole, (6) les services publics, (7) l'éducation, (8) l'aménagement du territoire et les infrastructures, (9) la culture et (10) l'arrêt de la surexploitation.

civile. Ces revendications s'inspirèrent également de celles du LKP en Guadeloupe en dénonçant elles aussi la «pwofitasyon<sup>20</sup>».

De fait, on peut affirmer que la composition du collectif influença les demandes et propositions qui furent négociées à la table des négociations. Cette situation diffère largement du LKP en Guadeloupe, qui par sa préparation pré-crise arriva à la préfecture avec une plateforme de revendication claire, immuable et approuvée par tous ses membres. Ce furent les revendications principales contre la vie chère et pour l'emploi qui unirent la population martiniquaise lors des événements dit de "février-mars" (Coulibaly, 2010). Sous ces revendications se cachèrent un mal-être et un maldéveloppement structurels qui affectent l'île depuis la départementalisation de 1946 (Desse et Selisle, 2010; Durpaire, 2009). Toutes les couches sociales martiniquaises sont affectées par la cherté de la vie (surtout en ce qui trait aux prix de l'alimentation et du carburant) et sont touchées par le chômage ou par le sous-emploi (surtout les jeunes) (Palima, 2009a). Par exemple, encore aujourd'hui, les jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi sur l'île et doivent partir vers la métropole dans l'espoir d'y commencer une carrière (Mazuy et collab., 2011). Il est important de noter que bien que toutes les couches sociales furent représentées au sein du mouvement, ce sont surtout les femmes qui furent présentes et actives (Palima, 2009b; UFM, 2009a). Durant toute la durée du conflit, elles se sont mobilisées en masse, avec ou sans leurs enfants/ conjoint. Ceci s'explique par le fait que ce sont elles qui sont les plus affectées par la vie chère et ce sont elles qui vivent dans des

---

<sup>20</sup> «L'idéologie de la «pwofitasyon», [est un] hybride de la société esclavagiste et de l'ordre colonial (Palima, 2009b)».

conditions de précarité perpétuelle (chômage, bas salaires, temps partiel, discrimination au travail, etc.) (UFM, 2009b).

Initialement, le Collectif exigeait: «une baisse de 30% sur les produits de première nécessité, une augmentation des bas salaires de 354 euros nets, le blocage du montant des loyers et une baisse du tarif de l'électricité, de l'eau et de la téléphonie (Gross, 2009, p.1)». Au final, les revendications principales négociées entre le K5F, l'État et le patronat aboutirent à une réduction de 20% du prix de 400 articles de première nécessité dans cent familles de produits aussi appelés les prix BCBa, une augmentation des bas salaires de 200 euros par mois (voir Annexe I), une baisse du prix du carburant. L'État français, lent à agir, proposa trente-neuf réponses face aux cent trente revendications mises sur la table par le mouvement dont une participation de l'État à la hausse des bas salaires, une baisse de 8 centimes pour l'essence et l'obligation pour la grande distribution de faire une liste de 100 produits de première nécessité qui bénéficieront d'une réduction de 20% (CGTM, 2009a). Ces propositions furent jugées insuffisantes par le Collectif et elles furent rejetées. En bref, le Collectif en Martinique expérimenta plusieurs difficultés quant à son organisation, sa prise de décision (revendications) et sa capacité de mobilisation. Ces difficultés impactèrent ses capacités de mobilisation et ses choix stratégiques. Pour pouvoir comprendre ses stratégies de mobilisation, il faut, avant tout, saisir les caractéristiques du Collectif du 5 février.

### 3.2 Caractéristiques du Collectif du 5 février

Il est important de comprendre la nature du Collectif du 5 février afin de, par la suite, mieux comprendre et analyser les stratégies de mobilisation utilisées lors de la crise de 2009. Tout d'abord, il faut spécifier que bien que la crise ait affecté l'île dans son ensemble, l'on peut qualifier le Collectif de mouvement social urbain. C'est-à-dire que c'est un mouvement qui s'est concentré dans le cœur de la capitale martiniquaise. Ceci s'explique par le fait que Fort-de-France est la plus importante ville de l'île et qu'elle y concentre près du quart de la population (Fort-de-France, 2013), mais aussi par le fait que les sièges des institutions, qu'ils soient économiques (socioprofessionnels), étatiques (préfet<sup>21</sup>) ou sociaux (syndicats, associations) y sont situés. De fait, la majeure partie des actions du K5F (manifestations majeures, négociations et activités principales) étaient concentrées dans la capitale foyalaïse. Le mouvement peut être considéré comme urbain puisqu'il a un caractère protestataire, une diversité de revendications et qu'il avait un important potentiel de changement (Castells, 1983). Par contre, il est important de souligner que bien que concentré à Fort-de-France, chaque commune de l'île a été affectée par la grève et a connu des journées de mobilisation. Le Tableau 2 (Annexe II) sur la présence/absence de mobilisation dans les 34 communes martiniquaises lors du conflit de 2009 démontre que le journal France-Antilles a répertorié des journées de mobilisation dans 23 des 34 communes entre février-mars 2009. Cette distribution de la mobilisation est également clairement visible dans la Figure 4 ci-bas. Ceci est dû à la gestion décentralisée de la crise par le Collectif pour ce qui était de toute activité en dehors de la capitale. Le K5F a mandaté des militants et sympathisants pour organiser et

---

<sup>21</sup> Le préfet de la région Martinique lors de la crise était Ange Macini

soutenir le mouvement dans leurs communautés. Ce style de gestion est une conséquence directe de la pénurie d'essence sur l'île et, donc, de l'incapacité de la population à descendre sur Fort-de-France pour se mobiliser.

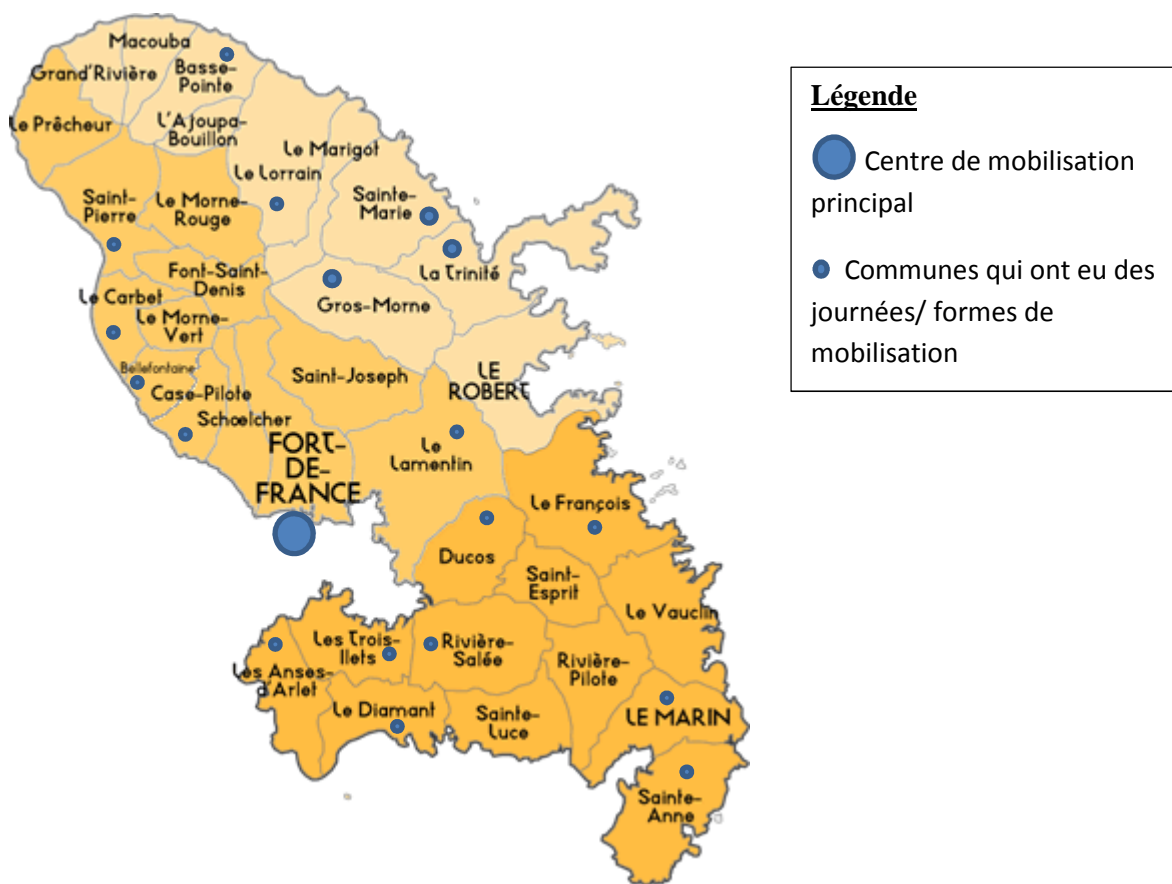
Une autre caractéristique importante, selon l'Étang et collab. (2010), est que le K5F est un quasi-mouvement social. Ces auteurs précisent que vu son objectif, qui est d'apporter un changement social à long terme, le Collectif peut être considéré comme un mouvement social. Par contre, vu sa courte durée d'impact dans le temps, soit jusque vers la fin des États généraux de l'outre-mer martiniquais<sup>22</sup>, ils doivent être considérés comme un quasi-mouvement puisque le mouvement n'a pas duré de façon significative dans le temps. Outre cela, le Collectif est un mouvement que l'on peut qualifier d'hybride puisqu'il est composé de "vieux" mouvements sociaux (syndicats) et de NMS (ex : UFM, AS.SAU.PA.MAR). Cette hybridation du collectif est également visible à travers la lecture et l'analyse de la plateforme de revendications. Il en ressort une transversalité des luttes (entre les îles) et un mélange hétérogène entre les valeurs des NMS (valeurs altermondialistes, environnementalistes, enjeux culturels, identitaires, sociétaux) et de ceux des anciens mouvements sociaux (lutte des classes, contre les institutions économiques, etc.). De fait, pour Thierry L'Étang et collab.(2010), on peut faire ressortir que le Collectif du 5 février est «un mouvement social à initiative syndicale axé sur une orientation de revendication socio-économique touchant très directement aux enjeux du pouvoir d'achat des catégories sociales les plus modestes» (2010, p.17). En bref, ces

---

<sup>22</sup> Les États généraux de l'outre-mer ont eu lieu du 23 avril au 20 juin 2009 (EGOM, 2009b)

qualifications du Collectif facilitent sa compréhension en tant que mouvement et contribue à l'analyse des stratégies de mobilisation utilisées lors du conflit de 2009.

**Figure 4: Carte de la mobilisation des communes de la Martinique en 2009\***



Source: antillesresto.com

\* Mobilisation répertoriée dans les communes par le journal France-Antilles Martinique entre le 5 février et le 14 mars 2009.

### 3.3 Mise en perspective des stratégies historique du Collectif du 5 février

Historiquement, les mouvements sociaux en Martinique furent très actifs et ont utilisé diverses stratégies de mobilisation lors de leurs luttes. Celles-ci incluent, mais ne

sont pas limitées au blocus et la paralysie de l'île (ex: fermeture du port, des stations-services et de l'aéroport), à la longévité des grèves (ex : le conflit Toyota de 1999 dura sept mois), à l'occupation durable de sites, à des revendications radicales (ex : retrait des CRS de l'île en 1959) et à des épisodes de violence, qui menèrent parfois à la mort de manifestants et de membres des forces de l'ordre (ex : crise de 1959). On peut faire ressortir de cette liste de stratégies deux éléments importants soit l'utilisation d'actions de mobilisation syndicales et de l'utilisation de l'action directe non violente.

Pour ce qui est des stratégies axées sur le syndicalisme, elles comprennent la mobilisation, la négociation et la grève (DILA, 2013). Quant à l'action directe, elle peut être divisée en six catégories non-exhaustives<sup>23</sup> soit : la propagande (ex : manifestations), l'interposition physique (blocage, bouclier humain), la réappropriation, les actions directes constructives, les techniques de lutte anarchosyndicalistes (ex : grèves illimitées, protestations verbales, manifestation de ville), ainsi que l'Internet (Polère, 2007). Comme il le sera démontré à travers ce mémoire, autant historiquement que lors des événements de 2009, toutes ces méthodes ont été utilisées par les mouvements sociaux de l'île, à divers degrés, sauf pour ce qui est de l'Internet. Ceci se comprend pour les mouvements datant d'avant les années 1990, mais peut paraître, pour certains, difficilement justifiable aujourd'hui. Cette brève mise en perspective historique des stratégies des mouvements sociaux de l'île permet de mieux comprendre et analyser les stratégies qui furent utilisées en 2009 par le K5F.

---

<sup>23</sup> Voir Annexe IV pour le répertoire non exhaustif de l'action directe.

### 3.4 Les stratégies de mobilisation du Collectif du 5 février

Étant un produit de la crise de 2009 et un mouvement social émergent, le Collectif du 5 février ne pouvait se baser sur des stratégies de mobilisation qui lui auraient été propre. De fait, il dut s'inspirer des actions de mouvements sociaux innovateurs (ex : LKP), ainsi que des expériences des syndicats et des mouvements existants membres (ex : UFM, CDMT, UGTM, etc.). L'analyse de la grève de 2009 fait ressortir que trois stratégies furent principalement utilisées lors du conflit. Ces stratégies ont été élaborées grâce à l'analyse de Ripoll:

Pour analyser les répertoires d'actions utilisés, on peut les classer en trois catégories (non étanches) selon leurs objectifs, mais aussi leurs ressources et conditions stratégiques : les manifestations et autres usages du nombre rassemblé dans les espaces urbains centraux ; les actions « radicales » ou « symboliques » menées par de petits groupes de militants dans des lieux bien choisis ; les forums et autres tentatives de constitution d'une *agora* (2008, p.8)

Dans le cas du Collectif du 5 février l'on peut catégoriser comme ces stratégies comme étant quotidiennes, ponctuelles et parallèles. Les stratégies quotidiennes peuvent

**Photo 4: Manifestation à Fort-de-France**



Source : <http://www.totemtv.net/blog/les-dom-tom-en-crise-perpetuelle/>

être liées à ce que Ripoll identifie comme les forums et autres tentatives de constitution d'une *agora* (Ripoll, 2008, p.8). Ces actions avaient lieu tous les jours et incluait quatre grands axes: la négociation (dialogue social), la grève générale, la manifestation et les rencontres d'information et de vote. À cet effet, Polère (2007) rappelle qu'à ce jour la manifestation

reste le moyen qui est le plus utilisé par les mouvements pour interpeller des dirigeants politiques. Ripoll ajoute à cela que «la manifestation a pour fonction de rendre manifeste un désaccord, des revendications et le collectif qui les porte, pour interpeller les adversaires, les pouvoirs publics (qui peuvent se confondre) et l'ensemble des citoyens» (2008, p.8). La grève générale illimitée dura du 5 février au 14 mars 2009 et, chaque jour, des groupes manifestèrent dans les rues de Fort-de-France, alors que le Collectif négociait à la préfecture (ceci comprend tous les travaux effectués en commission<sup>24</sup>). Tout au cours de la journée, des réunions d'information et des séances de votes furent organisées. On peut ressortir des stratégies quotidiennes qu'elles sont fortement basées sur des actions syndicales. Ceci est similaire aux stratégies de mobilisation historiquement utilisées sur l'île. Le facteur principal qui a influencé cela est la structure pyramidale du Collectif et le rôle prépondérant qu'ont joué les syndicats lors du conflit. C'est-à-dire que vu que les syndicats dominaient le K5F, ils utilisèrent des stratégies qui leur étaient familières, plutôt que de tenter d'inclure les stratégies de la société civile ou de développer des stratégies innovatrices.

Pour ce qui est des stratégies ponctuelles, elles réfèrent aux «manifestations et autres usages du nombre rassemblé dans les espaces urbains centraux» (Ripoll, 2008, p.8). Celles-ci ne furent pas utilisées au quotidien, mais, plutôt, lorsque le besoin se faisait ressentir. De fait, l'éventail fut beaucoup plus varié; la durée et la mise en œuvre de chaque méthode d'action changeant selon les besoins du K5F. Ces stratégies

---

<sup>24</sup> 12 commissions ont été mises sur pied pendant la crise: (1) salaires, (2) prix, (3) banques, (4) assurances, (5) eau, (6) énergie, (7) transport, (8) logement, (9) emploi, (10) santé et social, (11) fonction publique territoriale, (12) télécommunications (C.E., 2009).

ponctuelles incluait: manifestations monstres, boycottages, barrages, occupation de sites, blocage de routes et de sites<sup>25</sup>, émeutes urbaines, opérations coup de poing<sup>26</sup>, opérations molokoï<sup>27</sup>, ainsi que la fermeture de la totalité des stations-services de l'île<sup>28</sup>. La grève bénéficia également d'une importante couverture médiatique locale. L'utilisation de ces stratégies, notamment les opérations coup de poing et les opérations molokoï, furent largement contestées par plusieurs vu leur caractère perturbateur et, parfois, violent.

La troisième et dernière stratégie utilisée fut la stratégie parallèle. Elle représente «les actions « radicales » ou « symboliques » menées par de petits groupes de militants dans des lieux bien choisis» (Ripoll, 2008, p.8). Ces actions se firent en marge du Collectif par des sympathisants et des grévistes et n'étaient pas officiellement orchestrées par le K5F lui-même. Ces méthodes d'action incluent<sup>29</sup>: le blog otonom mawon<sup>30</sup>, la télé otonom mawon<sup>31</sup>, des spectacles et activités artistiques gratuits, des soupes populaires, la distribution de nourriture gratuite aux manifestants, des marchés d'agriculteurs, ainsi que plusieurs forums de discussions. Pour donner un exemple concret, un réseau de bénévoles mit sur pied un réseau de distribution de nourriture gratuite pour les étudiants universitaires étrangers dans le besoin (France-Antilles, 2009a). Ces activités ont eu un impact important au niveau de la solidarité, de la durée et du dynamisme du mouvement.

---

<sup>25</sup> Les sites bloqués incluent le port, les zones industrielles, mais, exceptionnellement, pas l'aéroport.

<sup>26</sup> Fermeture de tous les commerces par les membres du Collectif par l'utilisation de la force.

<sup>27</sup> Blocage des axes routiers par un ralentissement du trafic.

<sup>28</sup> En 2009, il y avait 95 stations-services sur l'île. La plupart d'entre-elles ne distribuèrent pas ou très peu de carburant durant la grève vu le contrôle de la distribution effectué par le Collectif du 5 février.

<sup>29</sup> Cette liste est non exhaustive.

<sup>30</sup> Traduction du créole : blogue autonome marron.

<sup>31</sup> Traduction du créole : télé autonome marron.

Comme le décrit l'écrivain Patrick Chamoiseau: «nous n'avons jamais été aussi vivants. Jamais eu autant envie de parler, d'échanger, de repenser notre existence, de resonger le monde, de manger et de boire autrement» (Chamoiseau, 2009).

Il est important de noter qu'à partir du début mars, il est possible de remarquer un essoufflement de la mobilisation en Martinique. C'est-à-dire qu'on peut remarquer une forte diminution du nombre d'actions ponctuelles et parallèles (ex : manifestations, barrages, etc.), mais également dans le nombre de manifestants qui y participent (voir Tableau 1). Cet essoufflement se renforce à partir du 5 mars, date de la fin du conflit en Guadeloupe.

**Tableau 1: Déclin de la mobilisation**

<b>DATE</b>	<b>DESCRIPTION DE L'ACTION</b>
4 mars	-Levée des barrages et arrêt des manifestations et de la mobilisation au Marin
5 mars	-Retour en approvisionnement des 95 stations-services (fin blocage) -Les bureaux de poste peuvent ouvrir pour donner les prestations sociales
9 mars	-Reprise des transports scolaires -Rentrée scolaires permise dans de nombreux établissements
11 mars	-Réouverture des écoles -Reprise des activités dans les zones industrielles -Toutes les enseignes de supermarché ouvrent leurs portes -Le tribunal de grande instance de FDF ordonne la levée des barrages -Réouverture progressive des banques
12 mars	-Reprise des activités sur le port
13 mars	-Le Collectif décide de lever les barrages -Reprise de l'horaire normal de la navette maritime

Source: articles de journaux de France-Antilles Martinique (mars 2009)

En bref, il est possible d'affirmer que plusieurs stratégies furent utilisées par le Collectif lors de la crise. Celles-ci sont diversifiées et ont chacune apportée au

mouvement. Ensemble, ces stratégies ont créé un rapport de force entre les manifestants et les représentants patronaux et institutionnels. Les stratégies quotidiennes ont alimenté le mouvement au quotidien, renforçant la motivation et la ferveur des manifestants. Elles servent également à faire entendre les revendications du Collectif. Quant à elles, les stratégies ponctuelles ont eu comme impact de durcir le mouvement et de faire avancer les choses sur le terrain, en dehors de la préfecture et des négociations formelles. Finalement, les stratégies ponctuelles serviront de lieu d'expression de solidarité, d'échange et de libre parole. Plusieurs succès, mais également limites ressortent de l'analyse des stratégies de mobilisation du Collectif.

### **3.5 Synthèse des stratégies de mobilisation**

L'analyse des moyens d'action utilisés par le Collectif du 5 février lors de la crise de 2009 permet de faire ressortir les succès, les limites et les défis auxquels a été confrontée la stratégie de mobilisation. La création d'un collectif permet d'expliquer, en partie, l'ampleur sans précédent de la mobilisation. D'autres éléments ont contribué à amplifier et radicaliser le mouvement. On peut nommer, par exemple, les événements en Guadeloupe en lien avec la grève générale et le LKP (ex: décès de Jacques Binot<sup>32</sup>, émeutes,<sup>33</sup> etc.), ainsi que la diffusion du documentaire de Canal Plus en février 2009 *Les derniers maîtres de la Martinique*.

---

<sup>32</sup> Militant et syndicaliste de la CGT-Guadeloupe assassiné par balle le 18 février 2009 (Libération, 2009a).

<sup>33</sup> Des épisodes de violence ont eu lieu les nuits du 16-17-18 février 2009 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

Le reportage de Romain Bolzinger *Les derniers Maîtres de la Martinique* expose les relations inégalitaires et la domination économique des békés. Le réalisateur y expose également la pensée raciste de certains grands industriels békés tel qu'Alain Hugues Despointes, ainsi que les privilèges économiques dont jouissent les élites économiques de l'île. Ces révélations n'ont fait que réveiller les stigmates de la ségrégation sociale encore présente aujourd'hui (Dracius et collab., 2009). Elles ont également renforcé la mobilisation et racialisé le conflit social de 2009. Les slogans tel que «Matinik sé ta nou, Matinil sé pas ta yo: an bann bétjé, pwofitè, volè ; nou ké fouté yo déwo<sup>34</sup> (UGTG, 2010)» scandé dans les rues exprimaient un mal-être et une exaspération face à la domination économique des békés.

### 3.5.1 Pouvoir et exclusion

Lors du conflit de 2009, le Collectif du 5 février a utilisé plusieurs stratégies de mobilisation. Ceci lui a permis de conquérir et de construire un espace public de dialogue et de rencontre où ils ont imposé leurs revendications. Ceci pu être fait grâce aux divers moyens d'action utilisés (ex: manifestations monstres, rencontres quotidiennes, etc.). Pour Ripoll, l'utilisation de telles tactiques (protestataires) est représentatif de mouvements exclus des lieux de pouvoir :

les actions dites «non institutionnelles», «non conventionnelles» ou «protestataires» (grèves, pétitions, manifestations, occupations, barrages...) sont privilégiées par ceux qui n'ont pas ou peu accès aux arènes politiques institutionnelles [...] ce répertoire reste le propre de la masse des exclus des divers lieux de pouvoir, et plus largement de ceux qui ne s'y sentent pas (correctement) représentés (2008. p.4).

---

<sup>34</sup> Traduction du créole : la Martinique est à nous, la Martinique n'est pas à eux, une bande de béké profiteurs, voleurs, on les mettra dehors.

Cette exclusion des lieux de pouvoirs s'inscrit dans la cadre du conflit de 2009 où une inadéquation a été décrite entre les besoins de la population (ex: programmes sociaux, lutte contre la vie chère) et les intérêts des élus (évolution institutionnelle). Ceci explique que le mouvement s'est organisé et mobilisé à l'extérieur des institutions politiques et que les politiciens n'ont pas embarqué dans celui-ci, même que certains l'ont condamné (ex: Alfred Marie-Jeanne, chef du MIM). De plus, se percevant comme ceux qui portaient la mobilisation et qui parlaient au nom du peuple martiniquais, le Collectif ne voulait pas s'associer à des élus ou à des politiciens qui ne représentaient plus la volonté populaire. De fait, aucun parti politique qu'il soit majoritaire (ex : PPM, MIM) ou minoritaire (ex : Palima, Modemas) n'a été membre du Collectif<sup>35</sup>. Bien que ce choix permit au K5F de rester indépendant des stratégies électorales et politiques des partis, ceci eut également comme conséquence de le priver des ressources et du répertoire d'action de ces derniers. Certains syndicats tels que la CDMT ont dénoncé cette exclusion des partis politiques et voient dans ceux-ci un potentiel de renforcement du mouvement :

À notre avis, aucun principe ne s'oppose à l'ouverture aux partis des structures collectives de lutte. Au contraire cette participation peut être un atout important dès lors que les règles garantissant l'indépendance du Collectif auront été clairement établies et vérifiées dans la pratique (Révolution socialiste, 2009b)

En bref, bien que le Collectif ait utilisé une large gamme de formes de mobilisation, il a consciemment exclu de son organisation les partis politiques et, de fait, mis de côté une expertise et des ressources qui auraient pu lui être très profitables.

---

<sup>35</sup> Il est important de noter que les militants de ces partis pouvaient joindre le Collectif à titre individuel.

### *3.5.2 Diversité et limitations*

La variété et la prédominance de l'utilisation de tactiques syndicales (ex: barrages, manifestations, etc.) et du répertoire de l'action directe restent les éléments clés des stratégies de mobilisation du Collectif du 5 février. Malheureusement, une trop grande hétérogénéité et, parfois, un faible impact de ces stratégies (peu de visibilité, aucuns résultats) à un impact négatif sur l'efficacité du mouvement et relève un manque d'organisation et de planification à long terme. En effet, ayant été mis sur pied au début du conflit, le Collectif n'a pas pu élaborer un projet de société ou une stratégie de mobilisation à long terme. Il ressort de l'analyse une planification quotidienne, très réactive face à l'État et aux socioprofessionnels, ainsi qu'une part d'improvisation. Ceci résulta à la surutilisation de tactiques syndicales au détriment des moyens d'action plus diversifiés de la société civile (ex: Internet, action directe, désobéissance civile, réquisition, scandalisation) et des groupes politiques. Évidemment, certains syndicats membres du mouvement dénoncent les critiques de manque d'organisation comme des «commentaires paresseux» vu l'urgence de la situation et l'ampleur inespérée du mouvement (Révolution socialiste, 2009a, p.3). Également, l'on peut noter un manque de contrôle au niveau du rapport avec les médias qui obligea le Collectif à créer un comité chargé des communications avec ceux-ci. Malheureusement, le K5F ne capitalisa pas sur une stratégie médiatique planifiée avec des actions-chocs qui auraient recouru au scandale et à la provocation de masse, ce qui aurait eu comme effet d'attirer l'attention du public et des élus. Ceci s'explique par le manque de ressources du Collectif<sup>36</sup>, mais aussi

---

<sup>36</sup> Les ressources du Collectif venaient des syndicats membres et du temps donné par des bénévoles.

par la quasi-monopolisation des médias par la grève plus violente et LKP en Guadeloupe et leur charismatique chef Élie Domota.

Ce manque de préparation pré-grève et le faible degré de cohérence idéologique impactèrent surtout le Collectif dans son rapport de force avec le patronat et avec l'État (ex : liste de revendications toujours changeante). Polère (2007) affirme qu'une cohérence idéologique faible est typique des coalitions multipolaires. Également, bien que disant parler au nom des plus démunis et des couches les plus vulnérables de la population, le Collectif n'est pas allé chercher ni mobiliser celles-ci (ex : aînés, jeunes, chômeurs). Même que certains de ces groupes ont dénoncé cette hypocrisie lors de la grève et formèrent leurs propres collectifs. Par exemple, le Collectif pour le droit à la différence (12 février 2009) se créa pour dénoncer le manque de représentation des personnes handicapées dans la plateforme de revendication. Cette fragmentation eut comme impact de montrer les exclusions et dissensions au sein du K5F. Outre cela, le Collectif aurait davantage pu utiliser les technologies de l'information et communication qui furent largement absentes des stratégies utilisées surtout en ce qui trait à l'usage de l'Internet, des médias sociaux (ex : Facebook, Twitter) et des sondages. Lors de la durée du conflit très peu (cinq) de sondages ont été publiés dans le journal France-Antilles (voir Annexe V). De ces quatre sondages, la majorité (quatre) ont été réalisés en ligne par les lecteurs du journal France-Antilles Martinique<sup>37</sup>. Un seul sondage a été fait par une firme de sondage soit la firme de sondage guadeloupéenne QualiStat. En bref, malgré la diversité des tactiques utilisées, le Collectif du 5 février fut limité par plusieurs facteurs

---

<sup>37</sup> Le journal met lui-même en garde ses lecteurs contre la fiabilité des données de ses sondages Internet.

pour ce qui est de ses stratégies de mobilisation. La perception du public joua un rôle important dans les succès du Collectif.

### **3.6 Perceptions du public**

Un des éléments clés qui permit un tel succès aux stratégies de mobilisation du Collectif du 5 février furent les perceptions qu'avait le public de celui-ci. Dans le cas du K5F, cette perception publique s'est bâtie dès le 5 février, soit dès le premier jour de grève, grâce au nombre historique de personnes (15-20,000) qui descendirent manifester dans la rue et qui, par la suite, continuèrent à se mobiliser. Ceci permit au Collectif de se défendre en préfecture et de déclarer qu'il parlait au nom du peuple martiniquais. Cette prise de parole au nom du «peuple» par le Collectif est un élément récurrent à travers de l'analyse des textes: «seul un engagement et une mobilisation portés par nous la population, et dans la rue, peut rendre possible la construction d'une autre société plus juste où l'on tiendra compte véritablement des intérêts du plus grand nombre» (K5F, 2009). Cette symbolique est importante puisqu'aujourd'hui «le rapport de force symbolique est [...] plus important que le rapport de force physique, la *légitimité* de l'action plus importante que sa légalité» (Ripoll, 2008, p.9). Il faut également rappeler que, face à un passé de conflits violents, les Martiniquais ont été sensibles au fait que le Collectif était un mouvement non violent qui ne prônait pas la désobéissance civile. Cette force du nombre et cette utilisation du symbolisme, collabora à construire une image publique de légitimité du mouvement (Révolution socialiste, 2009a). Cette légitimité été perçue autant au niveau des actions du Collectif qu'au niveau de ses revendications.

Parmi d'autres, par exemple, le Parti progressiste martiniquais (PPM) (2009a) offrit son soutien aux «légitimes revendications» du K5F. Sans cette perception de légitimité, le K5F n'aurait pu obtenir le support massif dont il a joui pendant la crise de la part de la population locale. Ce support venait, en partie, de l'impression de la population qu'elle vivait un moment historique, qu'un changement social radical allait s'opérer (PPM, 2009a).

Lors de la grève, presque tous les associations, syndicats et groupements de l'île se déclarèrent solidaires du mouvement et de sa lutte contre la vie chère, même si certains condamnaient parfois les actions utilisées. L'appui de ces organisations, bien que parfois que symbolique, a joué un rôle important dans le renforcement de la légitimité du mouvement. Cette légitimité se bâtit également grâce aux déclarations de solidarité de plusieurs organisations à l'international (ex : au Brésil), ainsi que les visites de personnalités publiques françaises tel qu'Olivier Besancenot du NPA. Tous ces éléments jouèrent en faveur du K5F dans son rapport de force avec les socioprofessionnels et avec les agents de l'État à la préfecture. Malheureusement, dans les mois post-conflit, ce rapport de force perdit de la fouge et le Collectif du 5 février perdit sa position de force qui se renversa en faveur de ses adversaires. Un sondage QualiStat (fait entre le 16-20 mars 2009), démontre que le mouvement social (postconflit) est justifié par 95% des Martiniquais et que 71% disent avoir soutenu le mouvement pendant le conflit (QualiStat, 2009). En bref, bien que la perception du public joue un rôle important dans l'efficacité et la visibilité du mouvement, celui-ci a beaucoup de travail de réflexion à faire sur son

futur et sur les changements à apporter aux stratégies de mobilisation afin d'améliorer celles-ci.

## **CHAPITRE IV – DISCUSSION**

### **4.1 Vers un futur plus efficace**

#### *4.1.1 Entre leçons régionales et locales*

Bien qu'ayant été à la tête d'un mouvement d'une ampleur historique, il reste que, lors de la crise de 2009, le Collectif du 5 février était un mouvement très jeune et que plusieurs leçons peuvent être apprises des succès et des échecs des stratégies utilisées. Pour être plus efficace, lors d'une prochaine crise, le Collectif du 5 février devra optimiser sa façon d'opérer à deux niveaux: au niveau régional et au niveau local. Au niveau régional, il est important que le K5F s'unisse avec le LKP en Guadeloupe et les Verts-Guyane en Guyane, et ce, afin de construire un rapport de force plus important face à l'État et aux socioprofessionnels. Il est bien connu que la force réside dans l'unité. De plus, il est important de se rappeler que ces trois départements vivent des «réalités sociales, économiques, et culturelles, de la similitude des handicaps structurels [communs]» (PPM, 2009b, p.2). Ceci explique les thématiques communes aux luttes des divers mouvements (ex: contre la vie chère, contre la hausse du prix de l'essence). Face à ces similitudes, ces trois groupes antillais devraient s'unir autour de stratégies d'actions et de plateformes de revendications communes. Cette idée de stratégies de luttes communes a été reprise post-mouvement, mais à petite échelle. Par exemple, une journée de mobilisation a été organisée entre le K5F, le LKP et les Verts- Guyane le 3 octobre 2009 (CGTM, 2009b). Cette coordination des actions devra être renforcée lors d'un prochain conflit si ces mouvements souhaitent avoir un impact concret et durable, ainsi qu'une médiatisation internationale. À cet effet, lors du conflit de 2009, les médias devaient diviser leur temps et attention entre les trois DOMs. La Guadeloupe, de par la

nature plus violente du conflit et grâce à son chef charismatique Elie Domota, eut plus d'attention médiatique. En présentant un front uni, les mouvements des trois îles risquent d'avoir une couverture médiatique plus équilibrée et équitable.

Pour ce qui est du niveau local, il est primordial que le K5F améliore plusieurs aspects de sa mobilisation, afin d'être plus efficace. Charles Tilly rappelle que trois éléments sont essentiels pour qu'une mobilisation soit une réussite et pour qu'un mouvement atteigne ses objectifs : «le nombre de participants, la volonté d'agir, la netteté du programme mobilisateur» (Tilly, 1984, p.95). Dans le cas du Collectif du 5 février, le nombre de participants et la volonté d'agir étaient bien présents. Par contre, il y avait clairement un déficit quant à la netteté du programme. Étant né durant la crise, et dépassé par l'ampleur du mouvement, le Collectif dut rapidement mettre sur pied une stratégie d'action, qui incluait les acteurs de la société civile. Ceci résulta en un manque de vision à long terme, à de l'improvisation, ainsi qu'à des stratégies réactives face aux agressions (perçues et réelles) et aux défis quotidiens. Ces éléments ont nui à la clarté du message du mouvement. Cette clarté fut également affectée par les revendications constamment changeantes du Collectif. Celles-ci varièrent de 12 à 130 revendications, ce qui eut comme effet de faiblir la crédibilité du K5F et affecta négativement son rapport de force avec les représentants du patronat et de l'État. Le Parti pour la Libération de la Martinique (Palima) dénonça publiquement que les «revendications, [du Collectif étaient] souvent justes, mais sans cohésion explicite globale, sans mise en évidence d'une vision à moyen et à long terme de la Martinique (2009b, p.1)». Cette absence de projet de société fut critiquée comme un des échecs du mouvement et a nui à la mobilisation post-conflit.

Outre cela, pour être réaliser leur plein potentiel Tilly (1984) souligne également l'importance pour les mouvements sociaux de l'équilibre entre la coercition et le capital. Dans le cas du K5F, cet équilibre fut rompu par les problèmes au niveau du financement du mouvement. Ceci est un autre résultat de la rapide mise sur pied du Collectif. Les syndicats étant à la tête du mouvement fournirent le financement du K5F. De fait, les fonds disponibles étaient limités. Par contre, le K5F put jouir de l'expertise et du soutien bénévole de certains professionnels (ex: avocats).

Lors d'un futur conflit, il faut donc que le Collectif se prépare et s'organise davantage. Les rôles et la participation des organisations de la société civile devraient être mieux définis et le fonctionnement du mouvement devrait être plus démocratique. Également, il serait primordial que le Collectif établisse des stratégies post-conflit afin de maintenir l'intérêt de la population, mais, surtout, des manifestants. Cette lacune, en 2009, a énormément nui au mouvement et changé le rapport de force en faveur du patronat quelques mois seulement après la fin du conflit. Finalement, il serait essentiel que le K5F élargisse son répertoire d'action directe en variant davantage ses actions surtout en ce qui trait à l'Internet et aux réseaux sociaux

#### *4.1.2 L'Internet et la cybermobilisation*

La révolution des nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC), en particulier l'Internet, a complètement bouleversé la société dans son ensemble et a révolutionné le fonctionnement des organisations non gouvernementales (ONG) et des MS. Cette technologie innovatrice a permis à ces organisations de diffuser, à faible

coût, de l'information à un large public, ainsi qu'à créer des forums de discussion où des débats de société ont lieu quotidiennement. Cette accessibilité a créée davantage de visibilité pour les ONG et les MS. Ce phénomène s'est récemment amplifié avec l'arrivée des réseaux sociaux tels que Twitter et Facebook. En plus d'affecter l'organisation et le financement de ces organisations, l'Internet a également changé comment les manifestants se mobilisent. À cet effet, l'on parle de plus en plus de cybermobilisation qui peut être définie comme : «activities using cyber means» (Thomas, 2006, p.23). C'est-à-dire que les cybermilitants utilisent tous les outils disponibles sur la toile Internet pour arriver à leurs fins. Par exemple, en plus des occupations de sites physiques, il est dorénavant possible de faire des occupations de sites en ligne, de distribuer des pétitions, ainsi que de faire des listes d'envoi. Ceci ne sont que quelques exemples d'actions possibles grâce au répertoire d'action en ligne et au piratage informatique qui sont devenus les *modus operandi* de certains groupes actifs sur l'Internet (ex: Greenpeace).

Vu ces succès, la réduction des coûts et une visibilité accrue, il est important de se questionner sur pourquoi le Collectif du 5 février n'a pas misé sur les nouvelles technologies de l'information lors de la crise de 2009. La première réponse à cette question est le fait que le Collectif est né du conflit social et n'était pas aussi préparé que, par exemple, le LKP en Guadeloupe. Par la suite, il faut considérer que le Collectif fonctionnait grâce aux ressources des syndicats et des organisations membres et que leurs maigres ressources étaient déjà mobilisées sur plusieurs fronts. Finalement, il faut prendre en compte le fossé entre les générations. À cet effet, il est important de rappeler que les secrétaires généraux des syndicats de l'île ont tous plus de cinquante ans et que

Michel Monrose, porte-parole du Collectif, avait 62 ans lors du conflit (Antilla, 2009). Dans une rencontre informelle avec M. Monrose, celui-ci m'a confié n'avoir jamais ouvert d'ordinateur de sa vie et de se servir que très rarement des technologies de l'information. Ceci explique l'absence et/ou le manque de visibilité d'une stratégie basée sur les NTIC. Également, puisque le taux de chômage chez les jeunes est de près de 57,6% en Martinique en 2009 (Abhervé, 2010), il est possible d'en déduire que très peu d'entre eux sont membres d'un syndicat et, donc, n'ont pu apporter leur expertise des réseaux sociaux et des NTIC aux syndicalistes. En bref, bien que l'Internet et les réseaux sociaux sont des outils inestimables pour les MS, le Collectif du 5 février n'a pas su saisir cette opportunité. Cette lacune a certainement limité la mobilisation des membres du Collectif et sa couverture médiatique, mais qu'en est-il de ses acquis?

#### **4.2 Les acquis de la crise – sé pou la viktwa nou ka alé<sup>38</sup>**

Les acquis de la crise de 2009 sont très controversés et peuvent être divisés en trois catégories : les acquis du Collectif, les réponses de l'État et l'impact sur l'économie. Pour ce qui est des acquis du Collectif, ils sont multiples (ex: baisse du prix du carburant<sup>39</sup>), mais l'essentiel est résumé dans les accords signés par celui-ci. À l'époque, grâce à ses stratégies de mobilisation, le Collectif du 5 février put obtenir, lors de la signature de l'accord de sortie de crise du 14 février 2009, 236 points d'accord, dont 130 points firent l'objet d'accords immédiats et de 87 points à «*examen complémentaire*» qui

---

<sup>38</sup>Traduction du créole : C'est vers la victoire que nous marchons.

<sup>39</sup> Baisse de «8 centimes d'euro pour l'essence et de 10 centimes pour le gazole (Libération, 2009b)».

seraient débattus en commission jusqu'au 27 mars<sup>40</sup> (Louis, 2009b). De ces accords deux, surtout, sont à retenir (1) les accords sur les salaires (l'accord régional interprofessionnel sur les rémunérations des salaires du secteur privé de la Martinique et l'accord préalable à l'amélioration des revenus, salaires et pensions des agents de la fonction publique territoriale), qui accordent la hausse de 200 euros sur les bas salaires et (2) l'accord sur la baisse des prix des produits de première nécessité, qui exige que la grande distribution effectue une baisse de 20% sur 400 articles de première nécessité dans cent familles de produits. Par contre, dès la fin de l'été 2009, le non-respect des accords par l'État, les collectivités et les socioprofessionnels ont été dénoncés par le Collectif et par ses membres, et ce, malgré ses appels à la vigilance et à la mobilisation des syndicats (ex comité de contrôles des prix). Selon le syndicat CGTM, en juillet 2009, sur près de 70,000 salariés, seulement 25,000 auraient eu leur 200 euros d'augmentation salariale (2009c).

Bien que lent à réagir à la crise, l'État du faire plusieurs concessions et compris pour régler le conflit de 2009. Au niveau de la gouvernance locale, la réponse étatique fut la mise sur pied des États généraux d'outre-mer (EGOM) qui eurent lieu en Martinique d'avril à juin 2009. Bien que ceux-ci furent le résultat direct de la crise, ceux-ci furent jugés, par plusieurs, comme un échec. Ceci découle du fait que la plupart des acteurs sociaux impliqués dans la crise refusèrent de participer aux États généraux (ex : K5F, PCM), et ce, autant en Martinique qu'en Guadeloupe (ex: LKP), puisque les thèmes

---

<sup>40</sup>Liste des commissions du 12 au 27 mars 2009 : (1) Pièces détachées auto, (2) Matériaux de construction, (3) Minimas sociaux/ retraites, (4) Téléphonie, (5) Eau, (6) TPE commerce, (7) TPE artisanat, (8) EPIC, (9) Hôtellerie-tourisme, (10) BTP, (11) Organismes de crédit, (12) Transports marchandises, (13) Agriculture.

majeurs de la plateforme de revendication des Collectifs ne se retrouvaient pas dans la plupart des huit ateliers organisés par l'État. De fait, ces «assises» du peuple ont été vues comme une tentative ratée de récupération du mouvement plutôt que comme une opportunité de dialogue social (CGTM, 2009c). De plus, les nombreuses recommandations faites par les participants des ateliers<sup>41</sup> n'ont, pour la plupart, eu aucun suivi de la part de l'État.

Au niveau de l'État français, plusieurs mesures ont été mises en place suite au conflit de 2009. Tout d'abord, La Loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM) a été votée le 9 avril 2009. Cette loi axe sur la défiscalisation (exonérations fiscales), les incitations fiscales et sur les zones franches d'activité (ZFA) pour relancer l'économie locale (CGSS, 2011). De plus, le président Nicholas Sarkozy déclara la mise sur pied de plusieurs nouvelles mesures pour favoriser un développement économique endogène, la mise sur pied du conseil interministériel pour l'outre-mer<sup>42</sup>, ainsi qu'une nouvelle politique présidentielle pour l'outre-mer<sup>43</sup> (Constant, 2010). Les mesures prises par l'Assemblée nationale incluent le vote de 580 millions d'euros supplémentaires et la création d'un fonds exceptionnel d'investissement pour les DOM (France-Antilles, 2009b). Ces mesures ont été bonifiées récemment sous la présidence de François

---

<sup>41</sup>Les thèmes des huit ateliers sont : (1) Formation des prix, les circuits de distribution et le pouvoir d'achat, (2) les productions locales et les conditions d'un développement endogène, (3) les grands projets structurants et les conditions du développement durable, (4) La rénovation du dialogue social et la formation professionnelle, (5) la gouvernance (évolution institutionnelle locale et adaptation des administrations centrales), (6) insertion des DOM dans leur environnement régional, (7) égalité des chances –promotion-diversité-insertion des jeunes, (8) Identité-culture-mémoire.

<sup>42</sup> Ce conseil a pour but de faire «des propositions sur la rénovation de la politique menée par l'État en Outre-mer [et] d'apaiser les situations conflictuelles (Libération, 2009b)».

<sup>43</sup> Cette politique a quatre grands axes : (1) Rejet du statut quo, (2) Évolutions institutionnelles et statutaires locales, (3) Promotion d'un modèle de développement/ gouvernance local (plus d'autonomie), (4) Reconnaissance de la diversité des DOM.

Hollande avec la loi contre régulation économique outre-mer (loi contre la vie chère) du 15 novembre 2012 et le bouclier qualité prix<sup>44</sup> du 1<sup>er</sup> mars 2013 (Ministère des Outre-mer, 2012; Ministère des Outre-mer, 2013). Malheureusement, les mesures de ces quatre dernières années ne sont pas innovantes et, pour plusieurs, sont un recul par rapport aux acquis de 2009 (Constant, 2010).

En ce qui concerne l'impact sur l'économie, ayant paralysé l'île pendant cinq semaines, plusieurs blâment le ralentissement économique, les problèmes sociaux et la fermeture de commerces sur l'intransigeance du Collectif pendant la crise. Déjà fragile, l'économie de la Martinique s'est dégradée sur tous les points, avec maintenant 13% de demandeurs d'emploi et un jeune sur deux sans emploi (INSEE Antilles-Guyane, 2010). Déjà pendant la crise, 800 demandes de chômage partiel ont été déposées (Nouvel Observateur, 2009). Le secteur du tourisme a été particulièrement touché lors par l'annulation de séjours de bateaux de croisière et l'annulation de vacances vu la situation sociale de l'île<sup>45</sup>. Plusieurs salariés ont perdu leur emploi suite à la fermeture des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE)<sup>46</sup>, ce qui eut des conséquences sociales importantes (chômage, baisse du pouvoir d'achat, etc.). En bref, loin d'avoir radicalement transformé l'île en une société nouvelle, il semblerait que la grève générale, sur plusieurs points, a été un échec n'a fait qu'empirer la situation économique déjà fragile en réduisant en néant la volonté de manifester de la population

---

<sup>44</sup> «[Permet] des baisses moyennes des prix du panier de référence de l'ordre de 10 % à 13% sur une centaine de produits de grande consommation» (Ministère des Outre-mer, 2013).

<sup>45</sup> La fréquentation touristique était en baisse de 9% en 2009 (INSEE Antilles-Guyane, 2010).

<sup>46</sup> En Martinique, 96% des entreprises ont moins de 10 employés et le ¾ n'ont pas d'employés (INSEE, 2007).

qui ne souhaite pas revivre les privations et retombés du conflit de 2009. Qu'en est-il du Collectif du 5 février aujourd'hui? Est-ce encore un mouvement de masse historique ou est-il redevenu qu'une simple intersyndicale?

### **4.3 Le K5F aujourd'hui**

Dans les faits, officiellement, le K5F existe encore en 2013, bien qu'il est largement absent des médias depuis 2010. Après avoir changé son mode de fonctionnement en 2014 pour être plus flexible (ex: plus de président, nouveau cahier de charges, etc.), le nombre de membres (syndicats et associations diverses) qui se rencontrent mensuellement continue à diminuer à vue d'œil et très peu de gens de la société civile répondent aux appels ponctuels à la mobilisation (Gallion, 2013). Plusieurs éléments peuvent servir à expliquer ceci. Tout d'abord, le Collectif n'a pas su maintenir l'intérêt ni la pression post-conflit. Ceci impacta énormément sa capacité de mobilisation et fit en sorte que le mouvement s'essouffla. Cet essoufflement explique en partie la non-récupération du mouvement sur le plan politique à l'exception des États généraux organisés par le président Sarkozy. C'est-à-dire que les revendications du Collectif n'ont pas été reprises dans les plateformes des partis politiques. On peut aussi souligner le fait que le Collectif ne s'est pas transformé en parti politique dans l'effervescence post-conflit. Ceci s'explique par le fait que les syndicats martiniquais sont très peu politisés et très peu actifs politiquement. Un autre élément qui explique le déclin du Collectif est son ancien mode de gouvernance (modifié en 2013). C'est-à-dire que le K5F n'est pas une organisation indépendante des syndicats et associations qui le composent; il n'a pas de siège social et n'est pas autosuffisant. Ceci fait que le mouvement est très affecté par le

fait que les membres du K5F n'ont pas le temps ni les ressources pour s'impliquer autant qu'il le faudrait dans celui-ci puisque leurs priorités sont, avant tout, leurs propres organisations et leurs membres. Léon Bertide, dernier président du Collectif, reconnaît la difficulté de gérer le K5F et d'être également le responsable d'un syndicat (Gallion, 2013). En bref, le Collectif du 5 février bat de l'aile de par sa perte de contrôle sur la mobilisation post-conflit, sa faible visibilité et ses maigres ressources (humaines ou matérielles).

Pour surmonter ces défis, le Collectif doit se questionner sur sa raison d'être. Lors de la crise, le Collectif était pertinent puisqu'il menait la lutte contre la vie chère et pour l'emploi, mais est-ce toujours le cas aujourd'hui? La réponse semble évidente et négative. N'étant que très rarement actif, avec les mêmes demandes qu'en 2009, le Collectif semble voué à disparaître à moins qu'il justifie sa raison d'être, fasse des choix radicaux et se mobilise. S'il fait le choix d'aller de l'avant, le K5F devra se réaffirmer comme interlocuteur légitime avec l'État et de renouveler son statut de représentant du peuple martiniquais, l'image du Collectif ayant été terni par les échecs d'application des accords du conflit de 2009.

#### **4.4 Le Collectif du 5 février et le répertoire d'action collectif de troisième génération**

Tel que vu dans ce mémoire, on peut comprendre le répertoire d'action collectif comme les moyens (stratégies d'action) que les mouvements sociaux utilisent dans le but d'atteindre leurs objectifs. Un autre volet de cette théorie est l'évolution des répertoires

d'action collectif dans le temps. Selon Tilly, chaque époque aurait son propre répertoire d'action collectif. Pour être plus concret, le 18<sup>ème</sup> siècle aurait donné naissance à la première génération de répertoire, soit le répertoire "communal-patronné" où les luttes furent concentrées localement et devaient avoir l'approbation ou le support des patrons locaux (Neveu, 2002). Par la suite, les 19-20<sup>ème</sup> siècles auraient vu l'apparition du répertoire de deuxième génération. Ce répertoire de type "national-autonome" serait caractérisé par des luttes autonomes dirigées directement vers les autorités nationales (plus d'intermédiaire patronal) (Tilly, 1984). Ces luttes (19 et 20<sup>ème</sup> siècle) sont caractérisées par le fait qu'elles peuvent être généralisées, sont susceptibles d'unification et d'extension (Tarrow, 1997). Il est important de noter que plusieurs répertoires peuvent exister en même temps (Herbelot, 2012). C'est-à-dire que bien qu'un nouveau répertoire ait émergé au 19<sup>ème</sup> siècle, il se peut que certaines communautés continuent d'utiliser l'ancien répertoire ou mélangent les deux.

De nos jours, les théoriciens débattent l'émergence d'un nouveau répertoire dit de "troisième génération" spécifique au 21<sup>ème</sup> siècle, à la mondialisation et au développement des technologies de l'information (Marchetti, 1998). Herbelot (2012) s'interroge sur l'apparition du répertoire qu'il identifierait aux années 1980. Ce nouveau répertoire comprendrait trois nouvelles dimensions soit (1) la dimension internationale/transnationale des mobilisations (ex : contre une guerre, contre un accord de libre-échange), (2) le recours à l'expertise et (3) le répertoire médiatique. Certains ajoutent à cette liste un quatrième élément qui est (4) le refus de délégation de pouvoir. Le premier volet de ce répertoire, la dimension internationale/ transnationale des mobilisations,

englobe les moyens de communication, le militantisme et les formes d'action utilisées par les mouvements sociaux. Le deuxième volet, le recours à l'expertise, réfère à l'utilisation accrue de sources et de données scientifiques, ainsi que des outils juridiques par les acteurs sociaux (ex : Greenpeace) afin de soutenir et défendre leurs revendications. Le troisième volet, le répertoire médiatique, est basé sur l'utilisation du symbolisme pour capter l'attention et pour diffuser de l'information à travers les divers canaux médiatiques. Les groupes jouent de plus en plus sur les émotions des téléspectateurs (recours au scandale) pour sensibiliser ceux-ci à leur cause. Finalement, le dernier élément, qui n'est pas accepté par tous les théoriciens, soit le refus de délégation, représente le refus des militants se soumettre complètement aux organisations dont ils sont membres. De plus en plus, ceux-ci cherchent à s'exprimer de façon indépendante et refusent de déléguer leur pouvoir décisionnel à d'autres. Erik Neveu (2009) voit dans ce quatrième élément une individualisation de l'action collective des militants.

De fait, il est intéressant de voir si les stratégies de mobilisation du Collectif du 5 février peuvent s'insérer dans cette troisième génération du répertoire d'action collectif. Pour ma part, je crois qu'en grande partie, les stratégies utilisées par le K5F peuvent être considérées comme faisant partie du répertoire. L'on peut lier le Collectif à chacun des éléments du répertoire. La dimension transnationale des luttes est bien présente dans le conflit en 2009. Plus spécifiquement, au niveau des Antilles, on peut constater une transversalité des thèmes des revendications (contre la vie chère et pour l'emploi) entre les mouvements sociaux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane. Au niveau international, s'inscrivant dans le contexte de la crise économique internationale de 2008,

la lutte des mouvements antillais entre également dans le cadre de la lutte contre la vie chère auquel participaient plusieurs peuples (ex: printemps arabe). Par contre, il est important de nuancer ces propos, car bien que la thématique de la vie chère a été commune pour plusieurs mouvements, et ce, dans de nombreux pays, le Collectif du 5 février ne s'est pas allié à aucun d'entre-deux. De fait, on ne peut vraiment affirmer que les moyens d'action ou que le militantisme du Collectif du 5 février étaient transnationaux. Pour ce qui est du deuxième élément, l'expertise, le K5F y recourait fréquemment. En effet, ils défendaient leurs positions et leurs revendications avec des faits et des rapports scientifiques (ex : INSEE, rapports gouvernementaux, etc.). Le Collectif faisait souvent appel au troisième élément, le symbolisme, à travers les médias (ex: la marche silencieuse en honneur du syndicaliste Jacques Binot décédé en Guadeloupe; utilisation du créole lors de discours publics, etc.). Finalement, l'on peut constater la présence de la quatrième dimension du répertoire, soit le refus de délégation de certains militants. Ceci est visible à travers la multiplicité des stratégies d'actions parallèles, organisées non pas par des membres du Collectif, mais par des sympathisants à leur cause. Ceci peut également être vu dans les émeutes survenues à Fort-de-France dans les nuits du 24 et du 25 février 2009, qui étaient l'expression de l'exaspération de la jeunesse face à la lenteur des négociations, mais aussi face à leur perception du mépris des socioprofessionnels. Peu importe leurs actes, ses individus ont décidé, lors de la grève, de garder leur esprit d'initiative et leur indépendance et de mettre en place leurs propres activités, projets, etc. En bref, malgré que sa lutte ne se soit pas inscrite dans un mouvement international, il est possible d'affirmer que le répertoire d'action collectif du Collectif du 5 février est un répertoire de troisième génération.

Il serait intéressant, dans des recherches ultérieures, de développer davantage l'intégration du Collectif du 5 février dans le répertoire de troisième génération, mais également d'y insérer les autres mouvements sociaux antillais actifs lors du conflit de 2009 (LKP, Verts-Guyane). Ceci permettra de développer davantage le concept de répertoire de troisième génération, qui n'est encore qu'à un stage exploratoire, et favorisera une meilleure compréhension des MS antillais et de leurs dynamiques. Une telle étude faciliterait également une comparaison entre des MS et des NMS que ce soit au niveau national ou international.

## **4.5 Réflexion théorique**

### *4.5.1 La théorie de la dépendance*

Comme vu dans le chapitre I de ce mémoire, la théorie de la dépendance dénonce les relations économiques inégalitaires entre un centre et sa périphérie. Lors du conflit de 2009, les relations inégalitaires et de dépendance entre la Martinique et la France ont été clairement dénoncées par les grévistes, mais également par un éventail varié d'associations, syndicats et partis politiques (ex: GRS, NPA, CDMT). Ceux-ci ont décrié la «survivance» de la situation coloniale et l'absence de démocratie économique sur l'île (Palima, 2009b; PPM, 2009c; Tibus, 2009b, p.9). En février-mars 2009, les Martiniquais ont également exigé une autosuffisance alimentaire, des emplois pour les jeunes, mais, surtout, une société nouvelle. Ces revendications sociales se retrouvent dans la plateforme de revendication du Collectif du 5 février aux côtés des revendications économiques: davantage de transparence dans la formation des prix, d'une baisse des prix de première nécessité, une hausse des salaires, etc.

Depuis des décennies, les békés, alliés au pouvoir exécutif d'État, alimentent une économie de comptoir, sans développement endogène, dans une optique d'enrichissement personnel, alors que la majorité de la population de l'île vit dans une situation de précarité et avec un pouvoir d'achat limité. La crise de 2009, et le documentaire *Les derniers maîtres de la Martinique*, ont ravivé le débat de société et le besoin pour l'île d'axer pour un développement endogène qui impliquerait l'ensemble de la société martiniquaise (EGOM, 2009a; Palima, 2009c). Pour favoriser ce développement, selon le Palima, les Martiniquais doivent :

briser le monopole béké par tous les moyens, afin de construire une économie fondée sur les besoins alimentaires, matériels, sociaux, culturels et intellectuels de notre peuple. Maîtriser notre développement c'est maîtriser notre présent et notre futur, et cesser de n'être qu'une clientèle captive dans les stratégies de pouvoir des autres (2009c, p.2)

Ce désir de changement était également présent dans les revendications des manifestants qui réclamaient la fin des monopoles et oligopoles financiers des élites békés et la fin de la dépendance envers les importations, qui maintiennent l'île sous «tutelle coloniale» (Roger, 2009). Cette remise en question des élites économiques martiniquaises a soulevé le débat sur les relations entre la Martinique et la France. Pour plusieurs, il est urgent pour la Martinique de briser les chaînes des relations bilatérales avec la France et de développer une économie basée sur des partenariats multilatéraux notamment avec les autres États et territoires de la région des Caraïbes.

Cette lutte du peuple martiniquais est commune aux réalités que vivent plusieurs États et territoires de la région caribéenne qui sont sous l'emprise de leurs anciennes métropoles ou d'importants monopoles commerciaux. Ces élites économiques favorisent

le développement d'économies de comptoir dans la région et ne se préoccupent aucunement de favoriser un développement endogène et durable. Depuis plusieurs années, les institutions régionales telles que CARICOM et l'Association des États de la Caraïbe tentent d'adresser ces problèmes, mais ne connaissent que des résultats mitigés. Les antagonismes historiques, les différences culturelles et le refus de délégation de souveraineté freinent constamment les initiatives de fédération ou d'établissement d'un marché commun efficace, tel que celui de l'Union européenne. Il est évident que pour les États et territoires caribéens, bien qu'ils aient évolué hors du colonialisme en devant indépendant (ex: Jamaïque) ou en intégrant les métropoles (ex: Martinique), ceux-ci n'ont pas réussi à briser les chaînes de la dépendance économique et ne sont pas maîtres de leur propre développement. Il est important pour ces peuples d'être conscients des autres formes de dépendance qui existent au sein de leurs sociétés et des représentations culturelles qui en ressortent.

#### *4.5.2 La théorie postcoloniale*

Comme présenté au chapitre 1 de ce mémoire, la théorie postcoloniale stipule que les peuples décolonisés doivent effectuer une rupture épistémologique radicale, afin de se libérer de tout sentiment d'infériorité par rapport aux anciennes métropoles et dans le but d'éliminer toute forme de dépendance. Jusqu'à aujourd'hui, les vestiges de l'esclavagisme et de la période coloniale ont profondément influencé l'évolution des mentalités et les relations entre le peuple martiniquais et la France (K5F, 2009; Miles, 1992). Il ressort de la grève de 2009 que la société martiniquaise fait face à une identité collective confuse, ce qui alimente un mal-être permanent et exacerbe les inégalités

sociales (Lucrece, 2000). Cette quête d'identité insulaire est constamment déchirée entre l'attachement à la France et la prise de conscience de la différence de la société martiniquaise avec l'Autre (Milia-Maria-Luce, 2009; Rumpf, 2004). Cette recherche de soi diffère également si l'on prend en compte le point de vue de la population, qui préfère garder ses acquis sociaux et son rattachement à la France, et les élus qui demandent davantage d'autonomie et des réformes statutaires (Daniel, 2009b). Il est donc important de se questionner sur l'échec des institutions paternalistes françaises et de l'universalisme républicain aveugle aux particularismes locaux (Dahomay, 2010). Ces éléments étaient très présents lors du conflit de 2009, bien qu'aucune revendication ou déclaration du Collectif ait directement porté sur les questions d'identité ou d'évolution institutionnelle. De fait, la crise, en plus de ces aspects sociaux, économiques et politiques, était également identitaire (Coulibaly, 2010) :

Les revendications des grévistes auraient été si nombreuses et d'un éclectisme si «foutraque» qu'elles ne pouvaient manquer de cacher autre chose de plus fondamental que des seules considérations de niveau de vie [ceci cache] l'expression violente d'un profond malaise identitaire (Durpaire, 2009, p.88)

Ces thèmes apparurent plutôt dans les forums de discussion et à travers les réflexions que suscita le mouvement. Le reportage de Canal Plus eut comme effet de raviver la vision négative qu'ont les Martiniquais d'eux-mêmes et le racisme que vivent encore aujourd'hui une grande partie de la population. Ceci a conduit les grévistes à dénoncer l'Eurocentrisme et l'Occidentalisme de la France dans ses relations avec la Martinique, ainsi que les différentes formes de dépendance qui en découlent (culturelle, sociale, économique, politique). La spécificité caribéenne de l'île et sa culture locale ne sont que très rarement prises en compte dans les politiques et les priorités de l'Hexagone

(ex : le créole n'est pas enseigné à l'école, ni utilisé par les médias métropolitains sur l'île).

Depuis 1946, La Martinique serait enlisée dans l'attentisme et l'immobilisme, ce qui paralyserait la construction d'un projet de société cohérent et viable, et ce, malgré la reconnaissance, en 2002, de la nation martiniquaise et des efforts d'inspirer du changement de la part des nombreux mouvements nationalistes de l'île (Anglo, 2010; Daniel, 2009b). À cela s'ajoute la plus grande faillite des sociétés antillaises, et qui est une importante source de souffrance, soit de ne s'être jamais pleinement fait reconnaître à leur juste valeur par la France (Lucrece, 2000; Zander, 2007). Cherchant à sortir de l'impasse dans laquelle ils se sentent enclavés, les Martiniquais ont exigé, durant le conflit, une société plus juste, axée sur le développement durable, la solidarité et l'équité (Palima 2009b). Il en est ressorti que, dans un futur proche, ceux-ci devront faire le point sur leurs relations avec la France et mettre sur pied un projet de société à long terme, sans quoi ils ne pourront évoluer ou se projet vers l'avenir.

## CONCLUSION

Pour conclure, cette recherche a démontré que le répertoire d'action collectif (voir Annexe III) est un concept très complexe, qui doit tenir compte non seulement du mouvement social étudié, de l'époque dans lequel il se situe (voir Annexe IV) et de son contexte géographique. À travers les siècles, les mouvements sociaux ont énormément apporté à l'évolution de la Martinique. La crise de 2009 a été historique et l'ampleur de sa mobilisation sans précédent. La grève de 38 jours a permis de rappeler au peuple martiniquais qu'il avait en lui la capacité de lutter et de dénoncer les injustices qu'il vit au quotidien que celles-ci soient économiques, sociales ou politiques. La solidarité, la parole et la liberté sont revenues le temps d'une saison et ont permis de sensibiliser davantage les Martiniquais aux défis quotidiens auxquels ils font face (surconsommation, exclusion, pauvreté, chômage, etc.). Ceci a permis de revaloriser des modes alternatifs et locaux de consommation tels que le jardin créole<sup>47</sup> et les marchés agricoles locaux, même si on peut questionner l'impact à long terme de cet éveil citoyen, vu la ruée vers la consommation une fois le conflit terminé.

Après le conflit en 2009, la littérature se concentra davantage sur le mouvement guadeloupéen que sur celui de la Martinique. Les mouvements sociaux étant très actifs en Martinique, il est important de contribuer à la littérature sur ce sujet, surtout que le répertoire d'action collectif du Collectif du 5 février n'avait jamais été étudié. Cette étude

---

<sup>47</sup> «Le jardin créole est un espace représentatif du mode de culture traditionnel des Antilles et de Guyane dans lequel les plantes cultivées manuellement y sont associées. Autrefois, il pouvait assurer une large part d'autosuffisance alimentaire. Aujourd'hui, il joue un rôle d'appoint alimentaire, médicinal et ornemental (Archipel des sciences, s.d.)».

a permis de faire ressortir le rôle prépondérant des syndicats dans la gestion du mouvement et les limites que cela a pu apporter aux stratégies de mobilisation. L'analyse de ces stratégies a fait ressortir le besoin d'élaborer celles-ci en relations aux autres groupes régionaux et d'inclure davantage les acteurs de la société civile.

Trois éléments méthodologiques ont limité cette recherche. Tout d'abord, la contrainte de temps, quatre mois de recherche terrain, durant les vacances scolaires martiniquaises, a limité l'accès aux ressources et aux personnes clés. Par la suite, en Martinique, malgré la disponibilité de certains documents aux archives départementales, il a été difficile de se procurer tous les documents pertinents à cette recherche. Ceci est dû au coût de certains documents, aux déplacements nécessaires pour les obtenir et à l'utilisation limitée que font les syndicats des technologies de l'information. Finalement, le dernier obstacle a été l'impossibilité de créer des statistiques à partir des articles de journaux vu l'aspect très qualitatif des documents secondaires utilisés.

Pour des recherches futures, il serait important d'étudier, avec plus de profondeur, le rôle des jeunes et des femmes dans le cadre de ce mouvement. Les jeunes et les femmes sont les franges de la population les plus affectées par la précarité et la pauvreté sur l'île et ont été très actifs lors du conflit. Par contre, peu de recherches quantifient cette implication ou étudient l'impact que leur mobilisation a eu sur le Collectif.

## RÉFÉRENCES

ABHERVÉ, Michel (2010). «L'outre-mer français champion d'Europe du chômage des jeunes», *Alternatives économiques*,  
<http://alternatives-economiques.fr/blogs/abherve/2010/10/30/loutre-mer-francais-champion-deurope-du-chomage-des-jeunes/>

AMIN, Samir (1989). *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde : une analyse*, Paris : L'Harmattan, p.245-268.

ANGLO, Roger (2010). *Martinique, Guyane, Guadeloupe: les raisons de la colère ... Les conditions du changement*, Paris : L'Harmattan, 226p.

ANTILLA (2009). «Qui est Michel Monrose?», *Grève*,  
<http://www.antilla.fr/modules.php?name=News&file=print&sid=65>

ARCHIMEDE, Samy (2006). «Aux Antilles, marché déréglementé, chômage assuré», *Le Monde diplomatique*, vol. 5, n°626, p.1-5.

ARCHIPEL DES SCIENCES (s.d.). «Le Jardin Créole», *Activités*, <http://www.archipel-des-sciences.org/spip.php?article4>

ARMOR, Marc (2013). «La surrémunération des fonctionnaires de nouveau en question», *France-Antilles Martinique*, mardi 18 juin 2013, 4p.

B3A (s.d.). «Navigation aux Antilles», *Les Antilles*, [http://www.b3aocean.com/fr/les-antilles\\_r\\_2.html](http://www.b3aocean.com/fr/les-antilles_r_2.html)

BAMOGO, Alexis et Jean-Guy VAILLANCOURT (2006). «Commerce équitable et développement durable opposés ou complémentaires?», *Chaire de responsabilité sociale et de développement durable ESG UQAM*, 22p.

BIENEFIELD, Manfred (1981). «Dependency and the Newly industrialising countries (NICs): towards a reappraisal». Dans Dudley Seers (sour la dir.), *Dependency Theory a critical reassessment*, London: Frances Printer Ltd, 211p.

BLOG OTONOM MAWON (2009). «Liste des 100 familles de produits», *Archives*,

BOLZINGER, Romain (réalisateur) (2009). «Les derniers maîtres de la Martinique», France: Canal Plus, 53 minutes.

BOURGEOIS, Marine et Mathilde DEDIEU (2009). «Les mouvements sociaux urbains», *Exercer sa citoyenneté dans la ville : quartier et urbanité*,  
[http://base.citego.info/en/corpus\\_notedelecture/fiche-notedelecture-3.html](http://base.citego.info/en/corpus_notedelecture/fiche-notedelecture-3.html)

BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (2009). «Amérique Latine: de l'interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance», *Revue Tiers Monde*, vol. 3, n° 199, p. 533-546.

BRET, Bernard (2011). «Justice et injustices spatiales», *Annales de géographie*, vol. 15, n° 2, p.251-259.

BURTON, Richard D. E. (1992). *Towards 1992: political-cultural assimilation and opposition in contemporary Martinique*, Sussex: University of Sussex, p.61-86.

CAISSE GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CGSS) (2011). «Lodeom: Loi pour le développement Économique des Outre-Mer», 11p., [http://www.urssaf.fr/images/ref\\_1435-GuideLodeom\\_v6Web.pdf](http://www.urssaf.fr/images/ref_1435-GuideLodeom_v6Web.pdf)

CARDOSO, Fernando H. (1971). *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris: Anthropos, p.77-117.

CASTELLS, M. (1983). *The City and the Grassroots: a cross-cultural theory of urban social movements*, 450p.

C.E. (2009). «Une dizaine de commissions au travail», *France-Antilles Martinique*, 6 mars 2009, p.2.

CGTM (2009a). «Conflit en Martinique: les réponses de l'État», *Les Accords*, <http://www.cgt-martinique.fr/syndicat-cgt-martinique-cgtm-accords-greve-generale.asp>

CGTM (2009b). «Mobilisation du samedi 3 octobre: réclamer la reprise des négociations», *Grève générale à l'appel du "Collectif du 5 février"*, <http://www.cgt-martinique.fr/syndicat-cgt-martinique-cgtm-archives-greve-generale.asp>

CGTM (2009c). «Comment toucher le RSTA?», *Nou Ni Fos La An Nou Bat!*, <http://www.cgt-martinique.fr/>

CGTM (2009d). «Accord interprofessionnel sur les rémunérations des salaires du secteur privé de la Martinique», *Les Accords*, <http://www.cgt-martinique.fr/syndicat-cgt-martinique-cgtm-accords-greve-generale.asp>

CGTM (2009e). « Accord préalable à l'amélioration des revenus, salaires et pensions des agents de la fonction publique territoriale », *Les Accords*, <http://www.cgt-martinique.fr/syndicat-cgt-martinique-cgtm-accords-greve-generale.asp>

CHAMOISEAU, Patrick (2009). « J'ai vu un peuple s'ébrouer... Nous n'avons jamais été aussi vivants », *Le Monde*, 13 mars 2009, §3.

CHESTERS, Graeme and Ian WELSH (2011). *Social movements: the key concepts*, London: Routledge, 192p.

CONSTANT, Raphael (2005). «La créolité contre l'enfermement identitaire», *Multitudes*, vol. 3, n° 22, p.179 à 185.

CROSSLEY, Nick (2002). «Repertoires of contention and tactical diversity in the UK psychiatric survivors movement: the question of appropriation», *Social movement studies*, vol. 1, no. 1, p.47-71.

DAMON, Julien (2002). «Les mobilisations et protestations collectives en faveur des SDF: quelques jalons dans l'histoire récente», *Revue française des affaires sociales*, n°2, p.7-22.

DANIEL, Justin (1993). «Political constraints of economic dependency: the case of Guadeloupe and Martinique», *Caribbean Studies*, vol. 26, n° 3-4, p. 311-334.

DANIEL, Justin (2009a). «La crise sociale aux Antilles françaises : retour de la question sociale et reflux du politique», *ÉchoGéo*, <http://echogeo.revues.org/11117>

DANIEL, Justin (2009b). «Recent developments in the French Antilles: the political-institutional debate and the difficult reconciliation of conflicting aspirations». Dans Peter Clegg et Emilio Pantojas-Garcia, *Governance in the non-independent Caribbean: challenges and opportunities in the Twenty-first century*, Jamaïque: Ian-Randle Publishers, 356p.

DAHOMAY, Jacky (2010). «Repenser le politique dans les DOM». Dans Nicolas Bancel et collab, *Ruptures post coloniales: les nouveaux visages de la société française*, Paris: la découverte, 539p.

DEHOORNE, Olivier et Huhua CAO (2005). « Mobility and tourist locations. The case of Martinique Island, a French territory in the Caribbean », dans A. Montanari et P. Salva Tomas (dir.), *Human mobility in a globalising world*, Belgique, Belgeo, p. 121-133  
DESCHAMPS, Henri (1981). *La politique aux Antilles françaises de 1946 à aujourd'hui*, Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 201p.

DESSE, Michel (2010). «Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique», *Études Caribéennes*, vol. 17, <http://etudescaribeennes.revues.org/4880>

DESSE Michel et Mario SELISE (2010). «Crises et conflits dans les territoires insulaires de la Caraïbe et de l'Océan Indien (2009-2010)», *Études caribéennes*, n° 17, 7p.

DILA (2013). «Quels sont les moyens d'action des syndicats?», *Adhérer à un syndicat*, <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/participation/syndicat/quels-sont-moyens-action-syndicats.html>

DRACIUS, Suzanne *et collab.* (2009). *Guadeloupe et Martinique en grève générale contre la vie chère et l'exploitation outrancière : Liyannaj Kont Pwofitasyon : les 120 propositions du collectif*, Desnel : France, 81p.

DUFOUR, Françoise (2011). «Développement durable, humain. La cohérence discursive des contradictions», *Mots. Les langages du politique*, vol. 96, p.81-95.

DUMONT, Jacques (2010a). «Projet MUSE - la quête de l'égalité aux Antilles : la départementalisation et les manifestations des années 1950», *Le mouvement social*, n° 230, p.79-98.

DUMONT, Jacques (2010b). *L'amère patrie: histoire des Antilles françaises au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris: Fayard, 352p.

DURPAIRE, François *et collab.* (2009). *La révolution antillaise : quelle place pour l'outre-mer dans la république?*, Paris: Eyrolles, 146p.

ÉTAT DU MONDE (2011). «Une année encore morose», *Martinique 2011-12*, <http://edm.etatdumonde.com/EDMWeb/navigation/recherche/simple.html>

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OUTRE-MER (EGOM) (2009a). «Synthèse du rapport», *États Généraux de l'outre-mer de la Martinique : synthèse des travaux des ateliers*, 65p.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OUTRE-MER (EGOM) (2009b). «Calendrier Martinique», *Archives*, <http://archives.etatsgenerauxdeloutremer.fr/calendrier.html>

ÉVERARD, Cécille (2013). «Dossier: Panier France-Antilles», *France-Antilles Martinique*, 5 février 2013, p.5-7.

FORT-DE-FRANCE (2013). «Population», *Nos Dossiers*,

FRANCES-ANTILLES (2009a). «Appel à la solidarité envers les étudiants», *France-Antilles Martinique*, jeudi 19 février 2009, §1.

FRANCES-ANTILLES (2009b). «Ce que propose Sarkozy», *France-Antilles Martinique*, vendredi 20 février 2009, §1.

FRANCE-ANTILLES (2009c). «70% des internautes sont solidaires avec la grève», *France-Antilles Martinique*, mercredi 11 février 2009.

FRANCE-ANTILLES (2009d). «Deux questions qui divisent», *France-Antilles Martinique*, vendredi 13 février 2009.

FRANCE-ANTILLES (2009e). «Sondage France-Antilles.fr», *France-Antilles Martinique*, mercredi 18 février 2009.

FRANCE-ANTILLES (2009f). «Salaires: 100 euros suffiraient», *France-Antilles Martinique*, samedi 28 février 2009.

GALLION, G. (2013). «Le Kolektif du 5 février se restructure», *France-Antilles Martinique*, mardi 5 février 2013, p.8.

GHOSH, B. N. (2001). *Dependency theory revisited*, Great-Britain: Ashgate, 176p.

GIRVAN, Norman (2006). « Caribbean Dependency Thought revisited: a Historical-Materialist-Feminist Revision», *Canadian Journal of Development Studies XXVII*, vol.3, p. 327-351.

GO, Julian (2013). «Introduction: entangling postcoloniality and sociological thought», *Political power and social theory*, vol. 24, p.3-31.

GOODWIN, Jeff and James M. JASPER (2007). *Social movements: critical concepts in sociology*, London: Routledge, 2256p.

GREEN (2001). «Caribbean Dependency theory of the 1970's ». Dans Brian Meeks and Folke Lindhal (dir.), *New Caribbean Thought: A reader*, Kingston: University of the West Indies Press, 540p.

GROSGOUEL, Ramon (2007). «Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global : transmodernité, pensée-frontalière et colonialité globale», *Multitudes*, <http://multitudes.samizdat.net/-Multitudes-26-Automne-2006-En.html>

GROSGOUEL, Ramon (2010). «Vers une décolonisation des «universalismes» occidentaux : le «pluri-versalisme décolonial», d'Aimé Césaire aux zapatistes». Dans Nicolas Bancel et collab, *Ruptures post coloniales : les nouveaux visages de la société française*, Paris : la découverte, 539p.

GROSS, Estelle (2009). «Pourquoi la situation en Martinique s'aggrave», *l'Express*, [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/pourquoi-la-situation-en-martinique-s-aggrave\\_743310.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/pourquoi-la-situation-en-martinique-s-aggrave_743310.html)

GURRAY, Béatrice (2009). «M. Jégo: "C'est un plan global pour l'outre-mer que nous construisons"», *Le Monde*, 13 février 2009, [http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/02/13/m-jego-c-est-un-plan-global-pour-l-outre-mer-que-nous-construisons\\_1154728\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/02/13/m-jego-c-est-un-plan-global-pour-l-outre-mer-que-nous-construisons_1154728_823448.html)

GUYANE ÉCOLOGIE (*s.d.*). «Mouvement populaire pour la baisse du prix de l'essence», *Dossiers*, <http://guyane.eelv.fr/spip.php?rubrique64>

HERBELOT (2012). «Notions au programme», *Ch. 2 Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?*, <http://www.eloge-des-ses.fr/documents-enseignants/stage-ssp---repertoires-d27action-politique-28bh29.pdf>

HOPQUIN, Benoît (2009). «À Fort-de-France, le carnaval est annulé: du jamais vu depuis 1902», *Le Monde*, Dimanche 22 et Lundi 23 février 2009, §2.

HRABANSKI, Marie (2008). «Review: Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation by Emiliano Grossman; Sabine Saurruger», *Revue française de sociologie*, vol. 49, n°4 (oct.-dec.), p.840-41.

INFO ANTILLES (2011). «Le dernier recensement de la population ultra-marine est sorti», *Actualité et information Martinique*,  
<http://infoantilles.sasi.fr/web/infoantilles/Actualites.nsf/fb9c47dd7618df7c0425747f006dccb2/52934a5e1996005104257810005eb9ad?OpenDocument>

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANTILLES- GUYANE (INSEE) (2007). «Une majorité écrasante de TPE», *CH- 1 Le tissu économique des entreprises martiniquaises*, 17p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) (2010). «En Résumé», *INSEE Martinique – Présentation de la région*,  
<http://www.insee.fr/fr/regions/martinique/default.asp?page=faitsetchiffres/presentation/presentation.htm>.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANTILLES- GUYANE (INSEE) (2010). «La revue économique et sociale des Antilles Guyane», *Antiane Eco*, 46p.

K5F (2009). «Rallumons la flamme revendicative», *grève générale à l'appel du "Collectif du 5 février"*, <http://www.cgt-martinique.fr/>

KAPOOR, Ilan (2002). «Capitalism, culture, agency: dependency versus postcolonial theory», *Third world Quarterly*, vol. 23, n°4, p.647-664.

KOFFI, Sylvie (2011). «État des lieux aux Antilles, deux ans après la crise sociale», RFI, [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)

L'ETANG, Thierry *et collab.* (2010). *Les Antilles en Colère*, Paris: L'Harmattan, 244p.

L'EXPRESS (2009). «La Réunion pourrait rejoindre la Martinique et la Guadeloupe dans la grève», *Politique*, [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/la-reunion-pourrait-rejoindre-la-martinique-et-la-guadeloupe-dans-la-greve\\_740705.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/la-reunion-pourrait-rejoindre-la-martinique-et-la-guadeloupe-dans-la-greve_740705.html)

LIBÉRATION (2009a). «La Guadeloupe rend hommage au syndicaliste tué», *22 février 2009*, [http://www.liberation.fr/societe/2009/02/22/la-guadeloupe-rend-hommage-au-syndicaliste-tue\\_311754](http://www.liberation.fr/societe/2009/02/22/la-guadeloupe-rend-hommage-au-syndicaliste-tue_311754)

LIBÉRATION (2009b). «Martinique et Réunion sur la brèche», *Libération*, samedi 14 février 2009, §2.

LOUIS, Patrice (2009a). «La grève générale pèse sur le quotidien des Martiniquais», *Le Monde*, mardi 17 février 2009, §2

LOUIS, Patrice (2009b). «En Martinique, signature d'un accord de sortie de crise au 38ème jour de grève», *Le Monde*, 16 mars 2009,

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/03/16/en-martinique-signature-d-un-accord-de-sortie-de-crise-au-38e-jour-de-greve\\_1168449\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/03/16/en-martinique-signature-d-un-accord-de-sortie-de-crise-au-38e-jour-de-greve_1168449_3224.html)

LOWE, Stuart (1986). *Urban social movements: the city after castells*, Basingstroke: Macmillan, 211p.

LUCRECE, André (2000). «Souffrance et jouissance aux Antilles», *Pouvoirs dans la Caraïbe*, vol.12, 4p.

MAGUBANE, Zine (2013). «Common skies and divided horizons? Sociology, race, and postcolonial studies», *Political power and social theory*, vol. 24, p.81-116.

MARCHETTI Dominique (1998). «Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites, l'exemple d'Act Up Paris», CURAPP, *La politique ailleurs*, PUF, 21p.

MARTINIQUE TOURIMSE (s.d.). «Les communes de Martinique», *Sa géographie*, <http://www.martiniquetourisme.com/Decouvrez/Geographie/Les-communes-de-Martinique>

MASSIAH, Gustave (2011). «L'achèvement de la décolonisation et la régulation mondiale», *Une stratégie altermondialiste*, La Découverte, 324p.

MATHIEU, Lilian (2012). *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du croquant, 285p.

MAZUY, Magali *et collab* (2011). «Recent Demographic Developments in France. Some Differences between the Overseas Departments and Metropolitan France», *Project Muse*, vol. 65, n° 3-4, p.423-472.

MCADAM, Doug *et collab.* (2001) *Dynamics of Contention*, New York: Cambridge University Press, 387p.

MCELROY, Jérôme L. et Klaus DE ALBUQUERQUE (1995). «The social and economic propensity for political dependence in the insular Caribbean», *Social and Economic Studies*, vol. 44, n° 2/3, p.167-193.

MCLENNAN, Gregor (2013). «Postcolonial critique : the necessity of sociology», *Political power and social theory*, vol. 24, p. 119-144.

MÉTAYER, Michel (2002). *Enjeux et débats actuels*, Saint-Laurent : Éditions du Renouveau Pédagogique, p. 132-138.

MILES, William F. S. (1992). *Paradoxe au paradis: de la politique à la Martinique*, Paris: L'Harmattan, 252p.

MILLA-MARIE-LUCE, Monique (2009). «Migration in the French Caribbean: people from around here and over there and the question of visibility». Dans Peter Clegg et

Emilio Pantojas-Garcia, *Governance in the non-independent Caribbean: challenges and opportunities in the Twenty-first century*, Jamaïque: Ian-Randle Publishers, 356p.

MINISTÈRE DES OUTRE-MER (2012). «Lutte contre la vie chère», *Grand dossier*, <http://www.outre-mer.gouv.fr/?lutte-contre-la-vie-chere,2571.html>

MINISTÈRE DES OUTRE-MER (2013). «Conclusion des négociations autour du bouclier qualité-prix», *Communiqués*, <http://www.outre-mer.gouv.fr/?conclusion-des-negociations-autour-du-bouclier-qualite-prix.html>

MUNRO, Martin et A. James ARNOLD (2006). «Langue, identité et postcolonialisme : le cas d'Edwidge Danticat», *Critique*, vol. 8-9, n° 711-712, p.694-707.

NEVEU Erik (2002). *Sociologie des mouvements sociaux*, Repères – La découverte, 128p.

NEVEU Erik (2009). «Répertoire d'action des mobilisations», Dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (sous la direction de), *Nouveau manuel de science politique*, 792p.

NOUVEL OBSERVATEUR (2009). «La Martinique signe un accord de fin de crise», *Le Nouvel Observateur*, 14 mars 2009, 2p., <http://tempsreel.nouvelobs.com/guadeloupe-dom-la-crise/20090314.OBS8812/la-martinique-signe-un-accord-de-fin-de-crise.html>

PALIMA (2009a). *La Lettre no8 – MATINIK SE TA NOU*, 4p.

PALIMA (2009b). *La Lettre no10 – UNE SAISON D'ESPÉRANCE*, 6p.

PALIMA (2009c). *La lettre no9 - UNE LUTTE POUR AUJOURDHUI ET POUR DEMAIN*, 3p.

PALMA, Gabriel (1981). «Dependency and development: a critical overview». Dans Dudley Seers (sous la dir.), *Dependency Theory a critical reassessment*, London: Frances Printer Ltd, 211p.

PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUEAIS (PPM) (2009a). «Quand tirerons-nous profit de la grève?», *Le Progressiste*, n° 2077, 10p.

PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUEAIS (PPM) (2009b). «Le PPM exprime sa solidarité avec le peuple guadeloupéen et appelle à un plan d'urgence contre les inégalités et la dépendance», *Le Progressiste*, n° 2073, 13p.

PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUEAIS (PPM) (2009c). «Interviewé par Radio France Internationale, Serge Letchimy en première ligne», *Le Progressiste*, n° 2077, 10p.

P.C., Philippe (2009). «Historique!», *Révolution Socialiste*, n°973, 16p.

PIERROTTI, Nelson (2009). «La première grève de l'histoire, XII<sup>ème</sup> siècle, 116 av. J.C.», *la première grève connue de l'histoire*, <http://www.egyptos.net/egyptos/histoire/la-premiere-greve-con nue-de-l-histoire.php>

PLUYE, Pierre *et collab.* (2012). «Les méthodes mixtes». Dans Valéry Ridde (sous la dir.), *Approches et pratiques en évaluation de programme*, Montréal : Paramètres, 480p.

POLÈRE, Cédric (2007). «L'action directe : extension des modes de participation politique, ou menace pour la démocratie?», *Millénaire : le centre de ressources prospectives du Grand Lyon*, 14p.

PROTEAU, Laurence (2001). «Entre poétique et politique Aimé Césaire et la négritude», *Sociétés contemporaines*, vol. 4, n°44, p.15-39.

QUALISTAT (2009). «Le mouvement social initié par le C5F apparaît justifié pour 95% des martiniquais», *Les Martiniquais et la grève générale du Collectif du 5 février*, <http://www.qualistat.fr/index.php/mp-presentation/mp-presentation-qsaujourdhui>

QUENAULT, Béatrice (2004). «Le développement durable comme pierre d'achoppement des relations Nord/Sud au sein des négociations commerciales multilatérales à l'Organisation Mondiale du Commerce», *Mondes en développement*, vol. 3, n° 26, p.11-27.

RIPOLL, Fabrice (2008). «Espaces et stratégies de résistance: répertoires d'actions collectives dans la France contemporaine», *Espaces et sociétés*, n°134, p.83-97.

RÉVOLUTION SOCIALISTE (2009a). «Pour les États Généraux du peuple», *Révolution Socialiste*, n°973, 16p.

RÉVOLUTION SOCIALISTE (2009b). «L.K.P et C.5.2», *Révolution Socialiste*, n°973, 16p.

RÉVOLUTION SOCIALISTE (2009c). «5 février grève générale en Martinique». *Révolution Socialiste*, n°972, 16p.

RÉVOLUTION SOCIALISTE (2009d). «Une expertise sociale à poursuivre et à divulguer». *Révolution Socialiste*, n°973, 16p.

ROGER, Patrick (2009). « L'outre-mer, une économie sous perfusion», *Le Monde*, 17 février 2009, [http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/02/17/l-outre-mer-une-economie-sous-perfusion\\_1156527\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/02/17/l-outre-mer-une-economie-sous-perfusion_1156527_3224.html)

ROLFE, Brett (2005). «Building an electronic repertoire of contention», *Social movements studies*, vol. 4, n°. 1, p. 65-74.

RUMPF, Helmtrud (2004). «L'oralité technique, promoteur des changements sociaux dans l'espace caribéen». Dans Roger Toumson, *Question d'identité aux Caraïbes : postcolonialisme, postmodernité, multiculturalisme*, Vents d'ailleurs, p.185-200.

TANSEY Richard et Michael R. HYMAN (1994). «Dependency theory and the effects of advertising by foreign-based multinational corporations in Latin America», *Journal of Advertising*, vol. 23, n° 1, p. 27.

TARROW, Sidney (1993). «Cycles of collective action: between moments of madness and the repertoire of contention», *Social sciences history*, vol. 2, n° 17, p.281-307.

TARROW, Sidney (1997). «Power in mouvement: social mouvements, collective action and politics», *Le mouvement social*, n° 179, p.123-125.

TARROW, Sidney (1998). *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 217p.

TAYLOR, Don (2012). «Financial Sophistication of SIDS», *UCCI/ UWI/ ICCI Conference*,

TEMPLE, Ludovic et collab. (2008). «Les déterminants de la compétitivité des filières bananes de Martinique et de Guadeloupe», *Économie rurale*, n°308 (novembre-décembre), p.36-54.

THÉODORE, Jean-Marie (2002). «Modernité, Postmodernité, avant-garde, métissage, postcolonialisme, multiculturalisme (de la négritude à la littérature postcoloniale)». Dans Roger Toumson et collab, *Questions d'identités aux Caraïbes : postcolonialisme, postmodernité, multiculturalisme*, Vent d'ailleurs, 345p.

TIBUS, Marianne (2009a). «Négociations: l'attitude méprisante voir insultante du patronat», *Lutte Ouvrière*, n° 2117, 16p.

TIBUS, Marianne (2009b). «Martinique: après un mois de grève, la poursuite des négociations... sous le contrôle des grévistes!», *Lutte ouvrière*, n°2118, 16p.

TIBUS, Marianne (2009c). «La Martinique rejoint la grève», *Lutte ouvrière*, n°2119, 16p.

TILLY, Charles (1978). *From Mobilization to Revolution*. Reading: Addison- Wesley, 349p.

TILLY, Charles (1984). «Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne», *Vingtième Siècle*, n° 4 (Oct., 1984), pp. 89-108.

TILLY, Charles (1986). *The Contentious French: Four Centuries of Popular Struggle*, Cambridge: Harvard University Press, 512p.

TILLY, Charles (1995). «Contentious repertoires in Great Britain, 1758-1834», Dans M. Traugott (Ed.) *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham: Duke University Press, 256p.

TINAUGUS, Christian (2009). «Grève générale en Martinique: jusqu'ou le blocage?», *France-Antilles Martinique*, 5 février 2009, §2.

THOMAS, Timothy L. (2006). «Cyber Mobilization : A Growing Counterinsurgency Campaign», *Iosphere: joint information Operations Center*, p.23-8, <http://fmso.leavenworth.army.mil/documents/cyber-mobilization.pdf>

UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE LA GUADELOUPE (UGTG) (2010). «Martinique : avec Ghislaine faisons tomber le cynisme de la classe coloniale békée et l'imposture de ses complices!», *Répwésyon*, [http://ugtg.org/article\\_1394.html?lang=cpf\\_gp](http://ugtg.org/article_1394.html?lang=cpf_gp)

UNION DES FEMMES DE LA MARTINIQUE (2009a). *À l'attention des président-es d'ateliers des États Généraux de la Martinique*, 9 p.

UNION DES FEMMES DE LA MARTINIQUE (2009b). *Déterminées jusqu'au bout*, 2p.

VACARME (2005). «Ouvrir le «répertoire d'action»: entretien avec Charles Tilly», *Dossiers*, <http://www.vacarme.org/article1261.html>

ZANDER, Ulkrike (2007). «Le congrès des élus départementaux et régionaux et l'ambigüité des revendications statutaires : la «dignité» comme projet – débat statutaire et limites de la politique locale à la Martinique», *Pouvoirs dans la Caraïbe*, n° 15, p. 15-41.

## ANNEXE I

### Augmentation des bas salaires de 200 euros/mois

Dans tous les cas, cette augmentation concerne les employés dont la rémunération brute annuelle (emploi à temps plein) est inférieure ou égale à 1,4 SMIC (dès le 1<sup>er</sup> mars 2009-2011). La contribution de 100 euro de l'État est payée sous la forme du Revenu Supplémentaire Temporaire d'Activité (RSTA). Au total, 70,000 salariés bénéficieraient de cette augmentation (CGTM, 2009c).

#### *1) Pour les employés du secteur privé*

**Accord :** signé l'accord régional interprofessionnel sur les rémunérations des salaires du secteur privé de la Martinique (11 mars 2009)

**Employeurs signataires :** AMPI, CAPEB, CGPME, Fédération du tourisme de la Martinique, FDSEA, MEDEF, SEBTPAM, ZILEA (CGTM, 2009d)

**Impact :** Pour le secteur privé, cette augmentation affecte 45,000 salariés (Tibus, 2009b).

**Paiement :** Le 200 euro est divisé comme suit : l'État paie 100 euro, le Conseil Régional (CR) 20 euro, le Conseil Général (CG) 10 euro et les employeurs payent le reste (Tibus, 2009c).

#### *2) Pour les employés de la fonction publique territoriale*

**Accord :** Accord préalable à l'amélioration des revenus, salaires et pensions des agents de la fonction publique territoriale (4 mars 2009)

**Impact :** n/d

**Signataires :** Conseil Général, Direction de la santé et du développement régional (DSDS), Agence régional de l'hospitalisation Martinique (ARH), le préfet, le député maire de Fort-de-France et le Collectif du 5 février.

**Paiement :** L'employeur et l'État contribuent chacun à hauteur de 100 euro (CGTM, 2009e)

## ANNEXE II

**Tableau 2: Présence/Absence de mobilisation dans les communes martiniquaises lors de la crise de 2009\***

Liste des 34 communes de la Martinique**	Mobilisation***
Ajoupa-Bouillon	-
Anses d'Arlet	Oui
Basse-Pointe	Oui
Bellefontaine	-
Le Carbet	Oui
Case-Pilote	Oui
Diamant	Oui
Ducos	Oui
Fonds-Saint-Denis	-
Fort-de-France	Oui
François	Oui
Grand-Rivière	-
Gros-Morne	Oui
Lamentin	Oui
Lorrain	Oui
Macouba	-
Marigot	Oui
Marin	Oui
Morne-Rouge	Oui
Morne-Vert	-
Prêcheur	-
Rivière-Pilote	-
Rivière-Salée	Oui
Robert	Oui
Saint-Esprit	-
Saint-Joseph	-
Saint-Pierre	Oui
Sainte-Anne	Oui
Sainte-Luce	Oui
Sainte-Marie	Oui
Schoelcher	Oui
Trinité	Oui
Trois-Ilets	Oui
Vauclin	-

\*Pour le détail des mobilisations, voir le répertoire d'action collectif du K5F (Annexe IV)

\*\*Source de la liste des communes: Martinique Tourisme, s.d.

\*\*\*Mobilisation répertoriée dans la commune par le journal France-Antilles Martinique entre le 5 février et le 14 mars 2009

## ANNEXE III

**Tableau 3: Répertoire d'action collectif du Collectif du 5 février**

DATE	DESCRIPTION DE L'ACTION
5 février 2009	<b>Manifestation monstre</b> à Fort-de-France rassemble entre 15-20,000 personnes
6 février 2009	<b>Opération molokoï</b> <b>Opération coup de poing</b> à Fort-de-France
7 février 2009	<b>Opération coup de poing</b> à Fort-de-France
8 février 2009	<b>Opération coup de poing</b> à Fort-de-France
9 février 2009	<b>Manifestation monstre</b> à Fort-de-France rassemble entre 11-20,000 personnes  <b>Barrages</b> érigés les employés municipaux de Gros-Morne  <b>Barrages</b> érigés par des transporteurs  <b>Opération molokoï</b> des transporteurs du Nord  <b>Opération coup de poing</b> à Rivière Salée, Sainte-Marie et au Robert.
10 février 2009	<b>Manifestation</b> des artistes, infirmiers libéraux et du collectif UAG pôle-Martinique  <b>Manifestations</b> au François et à Trinité  <b>Blocage</b> des artères principales à Sainte-Marie  <b>Opérations coup de poing</b> à Sainte-Marie et à Trinité

11 février 2009	<p><b>Manifestation</b> des artistes (Fort-de-France)</p> <p><b>Manifestation</b> et <b>opération coup de poing</b> à Sainte-Marie</p> <p><b>Rassemblement</b> des petits exploitants agricoles (Lorrain)</p> <p><b>Barrages</b> sont ériges au Lorrain et à Basse Pointe.</p> <p><b>Interposition physique</b> à Basse-Pointe. Les grévistes de Basse-Pointe sont allés sur les exploitations agricoles pour inviter leurs collègues à se joindre à eux.</p>
12 février 2009	<p><b>Mobilisation</b> des agriculteurs</p> <p><b>Manifestation</b> de petits patrons à la préfecture de Fort-de-France</p> <p><b>Opération Basse-Pointe ville morte.</b> Durcissement du mouvement.</p>
13 février 2009	<p><b>Manifestation</b> rassemble 5,000 personnes à Fort-de-France</p> <p><b>Manifestation</b> et <b>blocage</b> du bourg des Anses d'Arlet</p> <p><b>Occupation</b> de la place de la mairie du François</p> <p><b>Manifestation</b> et <b>opération coup de poing</b> à Sainte-Luce</p>
14 février 2009	<p><b>Blocage</b> de l'entrée de la société du Grand Moulin de la Caraïbe à Fort-de-France</p>
15 février 2009	<p><b>Manifestation</b> au Diamant</p>

16 février 2009	<b>Manifestation</b> monstre à Fort-de-France rassemble entre 8-15,000
17 février 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble quelques milliers de personnes  <b>Manifestation</b> à St-Pierre des syndicats ouvriers employés municipaux CGTM-SOEM
18 février 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble entre 1,500-5,000 personnes. Marche en silence pour rendre hommage à Jacques Binot
19 février 2009	<b>Manifestation monstre</b> à Fort-de-France rassemble entre 8-10,000 personnes  <b>Barrages</b> érigés aux entrée des zones industrielles et <b>opérations coup de poing</b> au Marin  <b>Manifestation</b> rassemble plus de 1,000 personnes à Ste-Marie  <b>Hommage</b> à Jacques Binot rassemble entre 1,500-4,000 personnes
20 février 2009	<b>Manifestation</b> décentralisée à Sainte-Marie  <b>Spectacles</b> à Fort-de-France et au Lamentin  <b>Manifestation</b> au Lamentin par le Collectif Moun LaKilti pour fortifier la mobilisation par le monde des arts et de la culture  <b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble entre 1,300-4,000 personnes. Ils manifestent après deux jours de grève silencieuse

21 février 2009	<b>Manifestation</b> au François rassemble 600 personnes
22 février 2009	<b>Manifestation</b> décentralisée organisé au François avec prise de parole et expression culturelle
23 février 2009	<b>Marche</b> en mémoire de Jacques Binot  <b>Manifestation</b> des ouvriers agricoles à Basse-Pointe  <b>Manifestation</b> contre la <i>pwofitaison</i> à Sainte-Anne  <b>Rencontre</b> au Grand Carbet à Fort-de-France
24 février 2009	<b>Préfecture de Fort-de-France.</b> Les manifestants ont essayé de rentrer de force dans la préfecture  <b>Préfecture de Fort-de-France.</b> Les militants encerclent la préfecture et empêchent les représentants du patronat de sortir.  <b>Mobilisation</b> au François
26 février 2009	<b>Mobilisation</b> des pharmaciens
27 février 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble 3,000 personnes  <b>Renforcement</b> des barrages
28 février 2009	<b>Renforcement</b> des barrages  <b>Mobilisation décentralisée.</b> Le Collectif au Gros Morne
2 mars 2009	<b>Blocage</b> du port (1,000 conteneurs)

3 mars 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble 3,000 personnes
4 mars 2009	<b>Journée d'expression libre</b>
5 mars 2009	<b>Blocage</b> continu des zones d'activité industrielles  <b>Barrages et opérations coup de poing</b> maintenues
6 mars 2009	<b>Barrages</b> renforcés  <b>Blocage</b> continu du port (7,600 conteneurs)  <b>Émeutes</b> à Fort-de-France face à la manifestation des chefs d'entreprises et des petits planteurs.
7 mars 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble entre 4-9,00 personnes
8 mars 2009	<b>Manifestation</b> jour de la femme. 600 femmes présentes au rassemblement organisé par l'UFM.
9 mars 2009	<b>Manifestation</b> rassemble une centaines de manifestants  <b>Opération coup de poing</b> aux bureaux de la CAF  <b>Opérations coups de poing</b> à Fort-de-France
11 mars 2009	<b>Opération coup de poing</b> à Case Pilote pour fermer les écoles et la mairie
12 mars 2009	<b>Opération coup de poing</b> chez les opérateurs téléphoniques

14 mars 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble entre 10-30,000 personnes  <b>Spectacle</b> gratuit
21 mars 2009	Première <b>rencontre publique</b> du Collectif depuis la fin du conflit
23 mars 2009	<b>Blocage</b> des services techniques de la ville de Fort-de-France pour avoir les augmentations de salaires promises durant la grève
3 avril 2009	<b>Réunion publique</b> d'information à la maison des syndicats organisée par le Collectif
11 avril 2009	<b>Lakouzémi</b> , discussion publique sur l'autosuffisance
16 avril 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble entre 2-300 personnes à cause de lenteurs des négociations sur l'emploi
17 avril 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble à cause de lenteurs des négociations sur l'emploi
18 avril 2009	<b>Comité de contrôle des prix</b> surveillent les prix BcBa au Carrefour Dillon, Hyper U Galleria, Place d'arme
27 avril 2009	<b>Comité de contrôle des prix</b> surveillent les prix BcBa
1 <sup>er</sup> mai 2009	<b>Manifestation</b> pour le jour du travail
26 juin 2009	<b>Réunion publique</b> à la maison des syndicats organisée par le Collectif
3 juillet 2009	<b>Réunion publique</b> à la maison des syndicats organisée par le Collectif

10 juillet 2009	<b>Réunion publique</b> à la maison des syndicats organisée par le Collectif
17 juillet 2009	<b>Réunion publique</b> à la maison des syndicats organisée par le Collectif
10 septembre 2009	<b>Mobilisation</b> pour la baisse du prix des pièces détachées
11 septembre 2009	<b>Réunion publique</b> à la maison des syndicats organisée par le Collectif
15 septembre 2009	<b>Rencontre</b> sur le dossier de la vie chère
3 octobre 2009	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble 800 personnes pour exiger la reprise des négociations
23 septembre 2010	<b>Rencontre</b> K5F
26 octobre 2010	<b>Manifestation</b> à Fort-de-France rassemble 2,000 personnes contre le non-respect des accords de 2009 et contre la réforme des retraites
5 février 2010	<b>Grève</b> d'un jour.  <b>Manifestation</b> pour commémorer les un an de la crise sociale.

## ANNEXE IV

**Tableau 4: Chronologie de la grève en Martinique (2009)**

<b>Impacts locaux</b>	<b>Événements clés de la grève en Martinique</b>	<b>Dates</b>	<b>Réactions Institutionnelles et patronales</b>
		<b>2008</b>	
	Crise économique internationale		
	<b>Début grève en Guyane</b>	<b>Fin Décembre</b>	
		<b>2009</b>	
	Rencontres de quartier sur la question de la vie chère organisées par l'intersyndicale	<b>Janvier</b>	
	<b>Début grève en Guadeloupe</b>	<b>20 Janvier</b>	
	Rassemblement en solidarité avec la Guadeloupe  Rencontre syndicale et d'information (8 syndicats) à Fort-de-France	<b>2 Février</b>	
	Rencontre syndicale et d'information à la maison des syndicats à FDF	<b>3 Février</b>	
	Rencontre syndicale et d'information (tous les syndicats) à Fort-de-France	<b>4 Février</b>	

<p>-Fermeture des services municipaux -Services minimaux dans les écoles -Blocage des produits pétroliers de la Sara -Arrêt du transport inter-îles</p> <p>Les manifestant incluent le personnel de la santé, de l'agriculture et de l'éducation, ainsi que tous les partis de gauche</p>	<p><b>Début grève en Martinique</b></p> <p>Manifestation historique (15-20,000 personnes)</p> <p>Vote en soirée : Grève reconductible et illimitée</p> <p>11 revendications majeures</p>	<p><b>5 Février</b></p>	<p>Rencontre cadre à la préfecture avec le patronat en vue de négociations</p> <p>Mise en place du calendrier des négociations</p> <p>Intervention télévisée du président Nicholas Sarkozy -n'aborde pas la crise aux Antilles</p>
	<p>Opération Molokoï</p> <p>Opérations coups de poing</p> <p>Reportage les derniers maîtres de la Martinique diffusé à Canal Plus</p> <p>K5F exige baisse de 30% sur les produits de première nécessité</p>	<p><b>6 Février</b></p>	<p>Début des négociations en préfecture</p> <p>IEDOM déclare qu'il serait nécessaire de mettre sur pied un observatoire des tarifs bancaires</p>
<p>La mobilisation prend de l'ampleur avec soutien des transporteurs, lycéens et étudiants</p>	<p>Opération coup de poing</p> <p>Plateforme de revendications de 12 points</p>	<p><b>7 Février</b></p>	
	<p>Opération coup de poing</p>	<p><b>8 Février</b></p>	<p>Poursuite des négociations</p>
<p>Le mouvement gagne support des employés communaux, employés des grandes surfaces, Modemas, Upem</p>	<p><b>Manifestation monstre</b> (11-20,000 personnes)</p> <p>Opération Molokoï</p>	<p><b>9 Février</b></p>	<p>2<sup>ème</sup> réunion entre K5F et Grande distribution</p> <p>Motion de l'association des maires de la</p>

<p>Fermeture des banques, des services municipaux et de la plupart des écoles</p>	<p>des transporteurs du Nord</p> <p>Barrages des transporteurs</p> <p>Barrages à Gros Morne par les employés municipaux</p> <p>Opération coup de poing à Rivière-Salée, Sainte-Marie et au Robert</p> <p>Jeunes motards manifestent</p>		<p>Martinique</p> <p>Baisse de 1% sur les frais de transport maritime</p> <p>Les représentants des services (eau, électricité, téléphone) ne se sont pas présentés à la table des négociations</p>
<p>La mobilisation gagne le support des employés UAG pôle Martinique, des infirmiers libéraux, des artistes et de l'UFM</p> <p>Suspension des cours à l'UAG pôle Martinique</p> <p>Problème de collecte des ordures (CACEM en grève)</p> <p>La plupart des stations-services sont fermées</p> <p>Grand marché itinérant à Sainte-Lucie</p> <p>L'UFM organise des forums à l'intention des femmes</p>	<p><b>Accord signé sur les produits de première nécessité</b></p> <p>-Le Collectif obtient une baisse de 20% sur les produits de première nécessité</p> <p>Manifestation au François en réaction du documentaire <i>Les derniers maîtres de la Martinique</i></p> <p>Mobilisation à Sainte-Marie (artères principales bloquées; barrages; fermeture de commerces, etc.)</p> <p>Manifestation et opérations coup de poing à Trinité</p>	<p><b>10 Février</b></p>	<p>Rencontre entre le K5F et les banques</p>
<p>Écoles primaires fermées</p> <p>La plupart des stations-</p>	<p><b>Entente</b> sur la liste définitive des familles de produits qui bénéficieront d'une</p>	<p><b>11 Février</b></p>	<p>Les trois pourvoyeurs de logement sociaux acceptent de ne pas hausser les loyers en</p>

<p>services sont réservées aux véhicules prioritaires</p> <p>Début de pénurie</p> <p>Marché agricole à la maison des syndicats</p> <p>Pompiers en grève</p>	<p>réduction de 20%</p> <p>Manifestation des artistes (mouvement Mou La Kilti) et des sapeurs-pompiers</p> <p>Mobilisation de l'URSIEA</p> <p>Manifestation et opérations coup de poing à Sainte-Marie</p> <p>Barrages érigés au Lorrain et à Basse-Pointe</p> <p>Rassemblement d'exploitants agricole au Lorrain</p> <p>Mobilisation des grévistes à Basse-Pointe</p>		<p>2009</p> <p>Les gestionnaires d'eau publique et privé ont émis leurs recommandations et proposent de créer un observatoire du prix de l'eau</p>
<p>Le courrier n'est plus distribué</p> <p>Hausse du prix des aliments</p> <p>Pôle emploi fermé</p> <p>Vols d'essence</p> <p>Avocats en grève</p>	<p>Manifestation (1,600 manifestant)</p> <p>Mobilisation des agriculteurs</p> <p>Durcissement du mouvement à Basse-Pointe (Basse-Pointe ville morte)</p> <p>300 petits patrons manifestent devant la préfecture</p> <p>Zones artisanales de La Lézarde bloquée</p>	<b>12 Février</b>	<p>Yves Jégo en Martinique pour une journée.</p> <p>-Il fait 39 propositions au Collectif</p> <p>-Il annonce sur baisse immédiate du carburant (essence et gasoil)</p>
<p>Marché d'agriculteurs au Morne-Rouge</p>	<p>Le Collectif gagne : -prime 200 euros pour</p>	<b>13 Février</b>	<p>Sarkozy promet la mise sur pied d'un conseil</p>

<p>Marché itinérant agricole au Robert</p> <p>Problèmes sanitaires dans les hôpitaux</p>	<p>les foyers les plus pauvres -application de la RSA en 2009</p> <p>Manifestation (5,000 personnes)</p> <p>Manifestation et blocage du bourg des Anses d'Arlet</p> <p>Manifestation et opérations coups de poing à Sainte-Lucie</p> <p>Occupation de la place de la mairie au François</p>		<p>interministériel de l'Outre-mer</p> <p>Rencontre sur la cherté des services dont les tarifs bancaires, le coût des télécommunications, des transports et des cantines scolaires</p>
<p>Problèmes sanitaires liés à l'arrêt de la collecte des ordures</p> <p>Les opérations médicales urgentes ne se feront pas à FDF mais à Paris</p>	<p><b>Rupture des négociations</b></p> <p>Les manifestants bloquent l'entrée de la société du Grand Moulin de la Caraïbe à FDF</p> <p>Magasins exceptionnellement ré-ouverts</p>	<p><b>14 Février</b></p>	<p>Des parlementaires de l'outre-mer demandent la suspension de l'examen de la LODEM afin d'y inclure les trouvailles d'États Généraux qu'ils proposent devraient être organisés</p>
<p>Les manifestants incluent maintenant les collectifs d'artisan et la chambre de métier d'art</p> <p>300 personnes manifestent a Marseille en support à l'Outre-mer</p> <p>13 organisations de la gauche dont le PCF et</p>	<p>Manifestation au Diamant</p> <p>Magasins exceptionnellement ré-ouverts</p>	<p><b>15 Février</b></p>	<p>L'association des maires de la Martinique réitère son soutien à la population</p>

<p>le NPA ont manifesté à Paris en soutien aux Antilles</p> <p>La solidarité s'organise au campus Scholecher pour les étudiants en difficulté</p>			
<p>Naissance de la télé <i>otonom mawon</i></p> <p>Publication du manifeste des produits de première nécessité</p> <p>Le président du Codema-Modéf se désolidarise du mouvement</p>	<p><b>Manifestation monstre</b> (8-15,000 personnes)</p>	<p><b>16 Février</b></p>	
<p>Schoelcher met en place un dispositif de veille sociale pour les démunis</p> <p>Le secteur de la santé se joint à la mobilisation</p>	<p><b>Mort de Jacques Binot en Guadeloupe</b></p> <p>Manifestation de milliers de personnes à FDF</p> <p>Manifestation à Saint-Pierre</p> <p>Rencontre commune avec des guadeloupéens membres du LKP</p> <p>Le K5F et les socioprofessionnels s'entendent que la baisse de 20% est sur des familles de produits et non sur des articles. Il leur reste à déterminer le nombre de familles</p>	<p><b>17 Février</b></p>	<p>Le Parti Communiste Français envoie une délégation en Martinique pour 2 jours</p>

Les artistes s'unissent dans un syndicat et élaborent leur plateforme de revendication	<p>Marche silencieuse à la mémoire de Jacques Binot (1,500 à 5,000 personnes)</p> <p>Rencontre entre le K5F et les socioprofessionnels sur les propositions de Yves Jégo</p>	<b>18 Février</b>	Les banques s'engagent à réduire les tarifs sur trois de leurs produits
Marché publique, débats et spectacles organisés à Sainte-Marie	<p>Manifestation monstre (8-10,000 personnes)</p> <p>Hommage à Jaques Binot (1,500-4,000 personnes). Le LKP et K5F blâment l'Etat pour la mort de Jaques Binot</p> <p>Renforcement du mouvement au Marin (érection de barrages aux entrées des zones commerciales et opérations coup de poing)</p> <p>Mobilisation à Sainte-</p>	<b>19 Février</b>	<p>Sénat forme une mission d'information commune sur la situation des départements d'outre-mer</p> <p>Sarkozy reçoit les élus des DOM</p> <p>- il leur promet 580 millions d'euros supplémentaires</p> <p>-il déclare la tenue d'États généraux</p> <p>Intervention télévisée présidentielle pour les Antillais sur RFO</p> <p>Yves Jégo annonce qu'il</p>

	<p>Marie (plus de 1,000 personnes)</p> <p>Nuit mouvementée au Marigot</p>		<p>en tourné dans les DOM du 19-24 mars</p> <p>Le MEDEF fait cinq propositions au Collectif et à l'État. Aucune réponse du Collectif</p> <p>Rencontre k5f et socioprofessionnels sur les services résulte en la création de six groupes de travail sur les services. L'eau, les transports, l'énergie, le logement, la téléphonie et le transport des personnes seront traites en commission</p>
<p>Spectacle gratuit en soutien au mouvement à FDF</p> <p>Marché agricole itinérant à Trinite</p> <p>Tensions entre le syndicat du FSU et le K5F</p>	<p>Manifestation (1,300 à 4,000 personnes)</p> <p>Mobilisation décentralisée a Sainte Marie</p> <p>Manifestation au Lamentin (association Mou LaKilti)</p>	<b>20 Février</b>	<p>Rencontre entre le directeur des affaires maritimes, la direction de l'agriculture et des forêts et le syndicat indépendant des des marins pêcheurs à la préfecture</p> <p>Le Premier Ministre François Fillion a réuni le conseil interministériel sur l'Outre-mer qui comprend 14 ministres</p> <p>Mise sur pied de deux groupes de travail pour prendre en compte les revendications des artisans et des transporteurs</p>
<p>Distribution gratuite de bananes au Lorrain et à Sainte-Luce</p>	<p>Reprise des négociations en Guadeloupe</p> <p>Manifestation au</p>	<b>21 Février</b>	<p>Première rencontre des groupes de travail sur l'eau, le transport et le logement</p>

	<p>François (600 personnes)</p> <p>Le carnaval de FDF est annulé</p>		
<p>Au Lamentin, ouverture d'une cellule d'urgence sociale</p> <p>-Sainte-Anne met en place un dispositif de soutien scolaire</p>	<p>Manifestation décentralisée organisée au François avec prise de parole et expression culturelle</p> <p>Le K5F déclare que les propositions de Sarkozy sont insuffisantes</p> <p>Grand meeting au Carbet des mouvements de gauche et d'extrême gauche avec Olivier Besancenot du NPA</p>	<b>22 Février</b>	
<p>Les forces de l'ordre surveillent les stations-services pour éviter les débordements</p>	<p>Marche en mémoire de Jacques Binot</p> <p>Mobilisation des ouvriers agricoles à Basse Pointe</p> <p>Manifestation à Sainte-Anne</p>	<b>23 Février</b>	
	<p>Les manifestants essayent d'entre de force dans la préfecture</p> <p>Les manifestants entourent la préfecture et empêchent le patronat d'en sortir et obligent ceux-ci à retourner négocier</p>	<b>24 Février</b>	<p>Rencontre entre le patronat et K5F sur la question des salaires Réunion du Conseil général avec tous les acteurs politiques (CR, CG, maires, parlementaires. etc.) pour discuter de la grève</p>

	<p>Mobilisation au François</p> <p><b>Nuit de violence à Fort-de-France</b></p>		
<p>CADTM et Attaque France soutiennent mouvement en Martinique et en Guadeloupe</p> <p>L'association des parents d'élèves de l'enseignement publique demande que les enfants puissent retourner à l'école</p>	<p><b>Nuit de violence à Fort-de-France</b></p> <p>Le Collectif blâme la violence sur le patronat qui fait trainer les négociations</p>	<b>25 Février</b>	
	<p>Mobilisation des pharmaciens</p> <p>Réunion des ouvriers agricoles à Basse - Pointe</p> <p><b>Couvre-feu à Fort-de-France</b></p>	<b>26 Février</b>	<p>Reprise des négociations commission de travail sur la liste des 100 familles de produits</p> <p>Signature d'une clause de confiance entre le K5F et le patronat</p>
	<p>Manifestation (3,000 personnes)</p> <p>Nuit de violence à Saint-Pierre</p> <p>Le Collectif renforce les barrages pendant la fin de semaine suite au piétinement des négociations</p> <p>Couvre-feu à Fort-de-France</p>	<b>27 Février</b>	<p>Yves Jégo promet un plan de sauvetage de l'économie des Antilles</p> <p>Rencontre de la commission de travail sur la réduction du prix des 100 familles de produits</p>
	<p>Le K5F est au Gros-Morne</p>	<b>28 Février</b>	<p>La commission de travail sur la liste des</p>

			100 familles de produits termine la 1 <sup>ère</sup> phase de ses travaux -ils se sont accordés sur les produits qui vont subir une baisse de 20%
	Le Collectif accepte la hausse 200 euros pour les bas salaires du secteur privé	<b>1<sup>er</sup> Mars</b>	
-réouverture de la mairie à Trinité	Blocage du port (1,000 conteneurs)	<b>2 Mars</b>	La commission de travail sur la liste des 100 familles de produits : travail sur le prix des articles  Collectif seul à ne pas avoir signé l'accord cadre sur les salaires
Alain Hughes-Despointes mis en examen pour apologie de crime contre l'humanité et incitation à la haine raciale	<b>Signature de l'accord-cadre</b> sur les salaires (hausse de 200 euros)  <b>Manifestations monstre</b> (3,000 personnes)  Blocage du port (7,000 conteneurs)  Retour à la normale pour la distribution de carburant	<b>3 Mars</b>	Le Conseil Régional consent à une baisse de 4% de l'octroi de mer
1 <sup>ère</sup> entreprise ferme à cause de la grève (Bâtir)  Journée d'expression libre	<b>Accord de sortie de crise signé en Guadeloupe</b>  Arrêt des manifestations et de la mobilisation au Marin	<b>4 mars</b>	La commission de l'éducation rend ses conclusions  Reprise des travaux de la commission des prix sur les produits de

	(barrages levés)		<p>première nécessité</p> <p>Mise sur pied de deux commissions de travail sur la fonction publique territoriale et d'une commission paritaire pour peaufiner l'accord signé le 3 mars</p> <p>La commission sur les salaires commence ses travaux</p> <p>Dépôt du rapport des commissions sur l'éducation, l'électricité, l'agriculture et l'eau</p> <p>Le préfet promet la mise sur pied d'une commission d'étude de la formation des prix de l'eau</p> <p>La CACEM participe aux négociations en préfecture</p> <p>Difficultés à la commission des prix : les partis ne s'entendent pas sur les articles qui composent la liste des 100 familles de produits</p> <p>La CACEM participe aux négociations à la préfecture</p>
<p>Poste, écoles, transport scolaire et banques toujours en arrêt</p> <p>7,600 conteneurs bloqués au port</p>	<p><b>1 mois de grève</b></p> <p><b>Début du mouvement social à la Réunion</b></p>	<b>5 Mars</b>	<p>Rencontre de la commission logement</p> <p>Séance plénière sur la téléphonie et les pièces détachées</p>

	<p>Blocage continu des zones industrielles et d'activité</p> <p>Opérations coup de poing</p> <p>La CGTM-FSM refuse de signer l'accord</p>		
<p>2<sup>ème</sup> entreprise ferme à cause de la grève</p> <p>Tensions entre le Collectif, le FSU et la SNES</p> <p>Transporteurs déclarent qu'ils ont été marginalisés par le Collectif</p> <p><u>Victoires du collectif :</u>  -revalorisation de l'allocation logement  -gel des loyers HLM  - contrôle de la formation des prix  -écoles bilingues</p>	<p><b>Accord-cadre signé</b> sur la baisse de 20% sur 400 articles</p> <p>Renforcement des barrages des zones industrielles</p> <p>Contre-manifestation des chefs d'entreprises et des petits planteurs cause d'importantes émeutes à Fort-de-France</p> <p>Suspension des négociations</p> <p>Gendarmes gazent maison des syndicats</p> <p><b>Nuit de violence à Fort-de-France</b></p> <p>Couvre-feu à Fort-de-France</p>	<b>6 Mars</b>	<p><b>30<sup>ème</sup> jour de négociations</b></p> <p>Mesures de soutien à l'outre-mer de 200-50 million d'euros</p> <p>Rencontre de la commission de travail sur les banques et les assurances</p> <p>La commission télécommunications a été suspendue faute d'aboutissement avec France télécom</p>
<p>Grand marché agricole</p> <p>Accord entre le Collectif et les artisans bouchés</p>	<p><b>Manifestation monstre</b> (4-5,000 personnes)</p>	<b>7 Mars</b>	
<p>La motion de l'UFM est intégrée à la</p>	<p><b>Jour de la femme</b></p>	<b>8 Mars</b>	<p>Des baisses ont été signées avec l'assurance</p>

plateforme de revendication du K5F	Manifestation, prise de parole (600 femmes) et dépôt d'une motion organisé par l'UFM		habitation et avec l'assurance voiture
Grand marché aux viandes	<p>Le Collectif des entreprises demande l'ouverture des zones d'activité</p> <p>Retour au fonctionnement normal du transport scolaire</p> <p>Rentrée scolaire dans de nombreux établissements d'enseignements (collèges et lycées)</p> <p>Manifestation (une centaine de personnes)</p> <p>Intrusion du K5F dans les bureaux de la CAF</p> <p>Opérations coup de poing</p>	<b>9 Mars</b>	<p>LODEOM présentée au Parlement</p> <p>Blocage des négociations sur les salaires</p> <p>Plénière sur la pêche et sur l'agriculture</p> <p>Réunis en commission les banquiers ont signé un pré-protocole de sortie de crise</p> <p>Baisse du prix du gaz</p>
<p>Fermeture de la CAF</p> <p>Reprise de l'activité dans les zones industrielles</p> <p>Tensions entre le K5F et la Snes Martinique lors des négociations à la préfecture</p>	<p><b>Signature accord global</b> sur l'amélioration des revenus et des salaires de la fonction publique</p> <p>Grève générale assouplie</p>	<b>10 Mars</b>	Le sénat examine la LODEOM
<p>Reprise du service des taxis</p> <p>Réouverture</p>	<p>Grève assouplie, mais pas terminée</p> <p>Reprise partielle de</p>	<b>11 Mars</b>	Les négociations arrivent à un accord global sur les salaires

<p>progressive des banques</p> <p>Numéro vert mis en place pour aider les entreprises en difficultés</p> <p>Réouverture des commerces à Rivière-Salée</p>	<p>l'activité dans les zones industrielles</p> <p>Abandon des barrages dans les zones industrielles</p> <p>Le tribunal de grande instance de FDF ordonne la levée des barrages</p> <p>Opération coup de poing à Case Pilote (mairie et écoles)</p>		<p>L'État accorde aux entreprises des mesures douanières exceptionnelles</p>
<p>Reprise des activités des navettes maritimes, du transport urbain (CACEM) et des activités sur le port</p> <p>Containeurs débloqués</p> <p>La banque postale est ouverte</p>	<p><b>Signature de l'accord de définition</b> (baisse de 20% sur les 100 familles de produits)</p> <p>Accord général signé sur la construction et l'artisanat</p> <p>Opération coup de poing chez les opérateurs téléphoniques</p>	<p><b>12 Mars</b></p>	<p>Le sénat renforce et réoriente les incitations fiscales en faveur d'un développement endogène de la LODEOM</p> <p>LODEOM adopté au sénat</p> <p>Plénière sur la construction</p>
<p>2502 articles et 7 enseignes sont concernés par la baisse de 20%</p> <p>La collecte d'ordures de la CACEM a repris</p> <p>Les coopératives de viandes fraîches locales n'ont pas livré dans les supermarchés, car ils sont contre l'accord sur la valorisation de la production locale entre</p>	<p>Le Collectif décide de lever les barrages</p> <p>Des accords ponctuels et catégoriels ont été signés en santé</p>	<p><b>13 Mars</b></p>	<p>Plénière sur la téléphonie</p> <p>Deux commissions plénières sur les pièces détachées (concessionnaires et prix des pièces)</p>

le K5F et al grande distribution			
Grande fête et spectacle gratuits	<p><b>Fin officielle du conflit en Martinique</b></p> <p><b>Signature du protocole d'entente de fin de crise</b></p> <p>Le Collectif du 5 février reconnaît la fin de la crise, mais pas la fin du conflit</p> <p>Manifestation monstre (10-30,000 personnes)</p>	<b>14 Mars</b>	<p>Réunions de travail prévues jusqu'au 27 mars à la préfecture</p> <p>13 commissions ont été créées</p> <p>130 point de revendications</p> <p><u>236 points de négociation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-103 points bénéficient d'un accord immédiat</li> <li>-106 points d'un accord à court terme</li> <li>-87 points devront faire l'objet d'examens complémentaires</li> </ul>
baisse des prix de l'eau domestique pour tous	Problème de la question du remboursement des jours de grève des grévistes	<b>16 Mars</b>	<p>Table-ronde pour les entreprises sur la gestion post-crise</p> <p>L'observatoire des prix de l'eau sera mis en place</p>
		<b>17 Mars</b>	<p>Trois commissions ont été créées sur le TPE</p> <p>Plénière sur les TPE et l'artisanat</p>
	La CDMT bloque l'accès au centre de tri de la poste de Dillon (FDF)	<b>18 Mars</b>	Rencontre entre le K5F et les fournisseurs de pièces détachées
	Yves Jégo en Guadeloupe	<b>19 Mars</b>	<p>France Télécom s'engage à améliorer ses services aux domiens</p> <p>Mission d'inspection de</p>

			formation des prix outre-mer
	<p>La CDMT appelle à la mobilisation sur la question du tourisme</p> <p>Mobilisation des exploitants agricoles</p> <p>Levée des barrages au centre de tri de la poste à Dillon</p>	<b>20 Mars</b>	<p>Séance plénière sur le tourisme</p> <p>Rencontre entre le Collectif et les revendeurs de matières premières : aucune entente</p> <p>Commission sur les TPE</p>
	<p>Première rencontre publique du K5F depuis la fin du conflit</p> <p>Le Collectif annonce qu'il tiendra des rencontres tous les vendredis à la maison des syndicats</p>	<b>21 Mars</b>	
	<p>Les employés des services techniques de la ville de FDF bloquent leur département pour avoir leur salaire de grévistes</p>	<b>23 Mars</b>	<p>Rencontre de la commission emploi</p>
	<p>Le K5F rejette le contrat de solidarité pour les jeunes proposé par le gouvernement</p>	<b>24 Mars</b>	<p>Rencontre de la commission sur les pièces détachées</p> <p>Désaccord entre les membres du K5F et des concessionnaires automobiles sur le prix des pièces détachées</p> <p>Yves Jégo annonce un plan de relance de l'économie antillaise, le Plan CORAL</p>

			Yves Jégo vient en Martinique
	Ouverture des bureaux de la CAF et de la SÉCU	<b>26 Mars</b>	
		<b>29 Mars</b>	Sortie du pré-rapport sur la fixation des prix qui suggère de libéraliser le système de la SARA pour davantage de transparence
	CDMT, K5F et PCM refusent de participer aux États généraux  Les associations de personnes âgées et de retraités participeront aux États généraux	<b>30 Mars</b>	
		<b>31 Mars</b>	Réunion plénière sur le prix des matériaux de construction
	Opération molokoï des artisans bouchés	<b>2 Avril</b>	Poursuite des négociations sur les pièces détachées
	Réunion publique d'information à la maison des syndicats	<b>3 Avril</b>	Commission emploi : 25 points de revendication n'ont toujours pas été abordé
	Réunion de sortie de crise à Saint-Pierre (ACPA)	<b>4 Avril</b>	
		<b>6 Avril</b>	La mission Bolliet sur la formation des prix des carburants publie son rapport  L'assemblée générale

			examine la LODEOM
	Fin de la grève des bouchés  Barricades au Diamant  Fermeture de l'abattoir	<b>7 Avril</b>	Première journée de débat de la LODEOM
	Manutentionnaires bloquent le port	<b>8 Avril</b>	
	Réunion publique d'information à la maison des syndicats sur le tourisme	<b>9 Avril</b>	LODEOM adoptée
	Journée <i>Lakouzémi</i> (discussions collectives sur l'autosuffisance)	<b>11 Avril</b>	
	<b>Les États généraux débutent en Guadeloupe</b>	<b>14 Avril</b>	
	Manifestation (2-300 personnes)  Philippe-Pierre Charles secrétaire général de la CDMT devient porte-parole du K5F	<b>16 Avril</b>	
	Fin de la grève des stations-services  Mobilisation pour l'emploi  Fermeture de nombreuses stations-services	<b>17 Avril</b>	Réunion plénière des commissions emploi et tourisme

	Comité de citoyens contrôlent les prix dans les supermarchés	<b>18 Avril</b>	<b>Lancement États généraux en Martinique</b>
		<b>22 Avril</b>	<b>Lacement des États généraux à Paris</b>
		<b>23 Avril</b>	Ateliers 3-4-5 des États Généraux
		<b>24 Avril</b>	Atelier 1 des États Généraux
		<b>25 Avril</b>	Atelier 8 des États Généraux
	Comité de citoyens contrôlent les prix dans les supermarchés	<b>27 Avril</b>	
		<b>28 Avril</b>	L'IEDOM publie son bilan sur la situation en 2008 en Martinique  Atelier 3 des États Généraux
		<b>29 Avril</b>	Atelier 6 des États Généraux
	Manifestions jour du travail	<b>1<sup>er</sup> Mai</b>	
	Assises de l'Outre-mer	<b>5 Mai</b>	
		<b>26 Juin</b>	Réunion publique organisée par le Collectif
		<b>3 Juillet</b>	Réunion publique organisée par le Collectif
		<b>10 Juillet</b>	Réunion publique

			organisée par le Collectif
		<b>17 Juillet</b>	Réunion publique organisée par le Collectif
		<b>Septembre</b>	Dégel du prix du carburant  Synthèse des débats des États généraux
		<b>10 Septembre</b>	Mobilisation pour la baisse du prix des pièces détachées
		<b>11 Septembre</b>	Grand meeting à la maison des syndicats
		<b>23 Septembre</b>	Rencontre du K5F
		<b>Octobre</b>	Premier rapport de l'observatoire des tarifs bancaires
		<b>3 Octobre</b>	Manifestation (800 personnes) pour exiger la reprise des négociations
		<b>26 Octobre</b>	Manifestation (2,000 personnes) à FDF contre le non-respect des accords de 2009 et contre la réforme des retraites
		<b>Mi- Octobre</b>	Conseil interministériel pour l'Outre-mer
	Mise en place d'un comité de suivi des accords du 10 mars 2009	<b>19 Novembre</b>	

